

# rouge

journal d'action communiste



pas  
de compromis  
moscou/washington

**fnl**  
**vaincra**

n° 5

parait tous les  
quinze jours

13 novembre 1968

1 franc

# pas de compromis moscou-washington les mains libres au f.n.l.!



Jeudi 31 octobre, Johnson rendait publique, par une allocution radio-télévisée, sa décision de cesser tout bombardement sur le territoire de la République Démocratique du Vietnam.

Simultanément, il était annoncé que les négociations de Paris seraient « élargies » et que le F.N.L. et le gouvernement fantoche de Saigon y participeraient pour envisager un règlement d'ensemble du problème vietnamien.

La nouvelle n'était pas inattendue ; sans doute Johnson avait-il gardé cette dernière munition pour clore la campagne électorale.

De toutes façons, par delà l'aspect publicitaire de la manœuvre, il importe de voir la portée de la cessation des bombardements.

## L'IMPERIALISME A RECULE

En engageant les bombardements en février 1965, en poussant l'escalade de plus en plus loin, les U.S.A. montraient qu'ils accordaient à leur intervention au Vietnam une signification beaucoup plus large que la défense de leurs intérêts économiques dans ce pays.

Après avoir réussi à écraser momentanément une série de mouvements révolutionnaires, embourbé au Vietnam, l'impérialisme U.S. n'était plus en mesure de jouer efficacement son rôle de gendarme international.

Il lui aurait été difficile d'intervenir massivement dans des conflits beaucoup plus graves pour lui, en France ou en Amérique Latine.

Le désengagement du Vietnam correspond à une nouvelle évaluation, par l'état-major impérialiste, du rapport de force international où le Vietnam n'est plus isolé.

L'impérialisme U.S. ne peut plus concentrer ses forces sur un seul point, il doit être disponible pour défendre d'autres fronts.

Cependant, cette nouvelle stratégie, ne correspond pas à une nécessité immédiate. Nulle part, l'impérialisme ne doit intervenir en force, aussi le gouvernement américain dispose-t-il d'une manière de manœuvre encore importante : il ne faut pas s'attendre à le voir céder aisément, d'autant plus qu'il mesure l'ampleur de sa défaite s'il quitte le Vietnam.

L'avenir des négociations dépendra en ce sens de l'évolution de la situation internationale.

L'impérialisme était décidé à faire au Vietnam un exemple : Prouver que la lutte ne paie pas face à la machine de guerre U.S., démontrer que la révolution est impossible.

En cessant les bombardements sur la R.D.V., l'impérialisme avoue qu'il a échoué dans sa démonstration. C'est précisément l'inverse qui est désormais prouvé au Vietnam : un peuple révolutionnaire, même insuffisamment armé, est capable de vaincre l'impérialisme.

Non seulement la résistance vietnamienne a fait cesser, au Nord, le génocide U.S. ; non seulement la révolution sociale s'est poursuivie au Nord comme au Sud, libérant des millions de paysans et de travailleurs, mais l'exemple du Vietnam a stimulé, et va encore davantage stimuler les luttes révolutionnaires.

## POURQUOI L'IMPERIALISME A CEDE

Trois causes expliquent la défaite américaine. La victoire militaire des Vietnamiens, l'évolution interne des U.S.A., l'évolution de la situation internationale.

Sur le terrain, l'armée U.S. était dans l'impasse. Malgré l'arrivée constante de renforts, elle avait totalement perdu l'initiative et se repliait sur ses bases.

Or, la situation aux U.S.A. ne permettait plus d'augmenter les effectifs, de manière à remporter des succès importants. Lasse de la guerre, la population américaine ne voyant pas d'issue victorieuse à un conflit qu'elle payait de plus en plus cher, voulait avant tout voir la guerre se terminer : aucun candidat à la présidence ne s'est battu sur le thème de la guerre, et même le fasciste Wallace a tempéré l'ardeur de son co-listier, le Général Lemay.

Le moral de l'armée U.S. est lui aussi, très entamé, et l'on commençait à voir des signes inquiétants de désagrégation, comme l'a prouvé la manifestation de Los Angeles, à laquelle ont participé 500 G.I.s sous les drapeaux.

Aussi, une fraction de plus en plus importante de la bourgeoisie américaine voyait d'un mauvais œil une guerre ruineuse s'éterniser ; la guerre avait, à la longue, des conséquences très fortes sur l'économie (crise du dollar et, hors des industries d'armement, la bourgeoisie n'en tirait pas avantage).

Parallèlement, l'impérialisme voyait se dégrader la situation internationale et la nouvelle montée révolutionnaire dans le monde représentait pour lui un danger direct beaucoup plus grand que le Vietnam, où il n'a que peu d'intérêts.

L'affaire du Pueblo, navire-espion capturé par la Corée du Nord, sans qu'aucune réaction ne soit possible, était un avertissement, qui allait prendre toute sa signification avec la montée révolutionnaire en France, puis avec la nouvelle vague qui a traversé l'Amérique Latine.

## LES NEGOCIATIONS

Si l'arrêt des bombardements marque une défaite de l'impérialisme, et le place dans une situation défavorable pour négocier, cela ne signifie pas que la guerre soit terminée.

A l'heure actuelle, les bombardements et les combats se poursuivent au Sud occupé par plus de 500.000 soldats U.S., et la paix est loin d'être signée. Tout au plus, les pourparlers peuvent-ils commencer.

De plus, les Vietnamiens ont dû accepter en contre-partie de l'arrêt des bombardements, la présence aux négociations d'une délégation du « gouvernement » de Saigon, sans doute aussi, des troupes nord-vietnamiennes se sont-elles repliées au Nord du 17<sup>e</sup> parallèle parallèle ?

Les négociations vont donc être une partie extrêmement serrée, pour les combattants vietnamiens qui ont maintenant à gagner la bataille politique, après l'avoir emporté sur le terrain.

La situation leur est toutefois beaucoup plus favorable qu'au moment des accords de Genève. La situation internationale s'est considérablement modifiée au profit des forces anti-capitalistes, et les U.S.A. pour continuer à jouer leur rôle de gendarme international, ont besoin de se désengager du Vietnam.

De plus, la bureaucratie soviétique n'a plus comme c'était encore le cas en 1954, un contrôle direct sur le mouvement ouvrier. L'éclatement du mouvement stalinien, l'apparition de forces révolutionnaires hors des P.C. traditionnels, empêchent la diplomatie soviétique de jouer efficacement le rôle de sabotage qui fut le sien en 1954.

Ceci se traduit par le fait qu'en 54, les accords étaient des accords de grandes puissances.

Aujourd'hui, ce sont les Vietnamiens qui négocient face aux U.S.A.

Il ne faut cependant pas sous-estimer la pression que pourra exercer la bureaucratie soviétique (qui apporte l'essentiel de l'aide en matériel lourd). Celle-ci ne négligera aucun effort afin d'instaurer la paix à n'importe quel prix, et recommencer à « coexister pacifiquement » avec Washington.

Enfin, il faut aussi tenir compte de l'expérience cuisante qu'ont fait les dirigeants vietnamiens à la suite des accords de Genève.

Ils savent qu'aujourd'hui laisser passer l'occasion serait se condamner à une extermination totale. Si l'impérialisme reprenait le dessus, grâce à un compromis pourri, le Vietnam deviendrait vite une nouvelle Indonésie. Le point décisif de ces négociations, comme l'a affirmé le C.C. du Front, sera la question du retrait des troupes américaines.

Le gouvernement fantoche n'a aucune assise dans la population, sa seule « assise » est l'armée U.S.

Si l'Etat, comme l'affirmait Engels, est en dernière analyse une « bande d'hommes armés », c'est la présence ou non de l'armée U.S. qui déterminera l'évolution au Sud. Si l'armée U.S. quitte le pays, le pouvoir tombera entre les mains de la seule force réelle : le Front, d'autant plus que les zones

libérées sont déjà placées sous l'administration du F.N.L. qui a brisé l'ancienne machine étatique, et que des quartiers entiers des villes sont également sous administration F.N.L.

Quant à « l'administration » de Saigon, son état de décomposition et de corruption la rend inapte, y compris à défendre ses propres intérêts.

Aussi, les quatre points mis en avant par le Front :

- cessation de l'intervention américaine,
  - retrait de toutes les troupes,
  - démantèlement des bases,
  - droit pour le peuple vietnamien de régler ses propres affaires,
- sont-ils les bases qui permettent aux révolutionnaires vietnamiens de traduire politiquement leur victoire militaire.

La question de la coalition gouvernementale est, dans l'immédiat, un problème secondaire. Ce qui importe, c'est le rapport de force réel dans la société et non le nombre de ministres d'un gouvernement.

La participation de Saigon aux négociations constitue donc une concession mineure, d'autant plus qu'il ne s'agit pas d'une reconnaissance. Mais même, d'éventuelles concessions ultérieures sur le « gouvernement de coalition » ne constituent pas un recul considérable dans la mesure où le rapport des forces à l'échelle internationale et sur le terrain se maintient en faveur du peuple vietnamien.

## LA TACHE DES REVOLUTIONNAIRES : CREER LE RAPPORT DE FORCE LE PLUS FAVORABLE

Aussi, rien n'est encore joué. Pour les pacifistes, les U.S.A., ayant fait preuve de « bonne volonté » ou de « réalisme », il ne reste plus qu'à attendre le résultat des négociations et laisser « en paix » Vietnamiens et Américains résoudre le conflit.

Mais les militants révolutionnaires ne sont pas des « observateurs ». Ils se battent pour la victoire définitive et totale du F.N.L., ils ne sont pas neutres dans ces négociations.

Au moment où le F.N.L. s'assied à la table de conférence, il s'agit au contraire d'isoler le plus possible l'impérialisme, de le placer dans la situation la plus défavorable pour négocier.

C'est pourquoi, l'action en faveur de la révolution vietnamienne doit reprendre et s'intensifier.

Les partisans de la « coexistence pacifique », bien prêts à accepter tout compromis sans principe, paradent aujourd'hui à côté du F.N.L. et de la R.D.V. victorieux. Mais, dès maintenant, la bureaucratie soviétique commence à se féliciter de « l'entente » entre Vietnamiens et Américains, elle va accroître sa pression pour que les Vietnamiens cèdent et acceptent une « paix » qui peut leur être défavorable.

Dès lors, on verra les partis communistes partisans de la « coexistence pacifique », à commencer par le P.C.F. emboîter le pas aux pacifistes.

La responsabilité des révolutionnaires, qui ne se battent pas pour la « paix » mais pour la « victoire » totale des Vietnamiens, est aujourd'hui capitale. Au Japon, en Angleterre, aux U.S.A., les manifestations s'intensifient.

Paris ne doit pas être un terrain neutre pour les négociations. La démagogie gaulliste sur la « neutralité » a fait son temps. Mai 68 a rapproché de Gaulle du puissant frère impérialiste : des réunions en faveur des Vietnamiens sont interdites, le P.A.C.S. est dissous.

C'est aux militants de Mai qu'il appartient de montrer qu'à Paris comme ailleurs l'impérialisme U.S. est en terrain ennemi.

Intensifions l'action pour la victoire du F.N.L. !

- Exigeons :
- le retrait immédiat et total des troupes U.S. et satellites,
  - le démantèlement des bases U.S.

A PARIS, COMME A LONDRES, TOKYO,  
NEW-YORK, UN SEUL MOT D'ORDRE :  
F.N.L. VAINCRA !!!

Je désire prendre contact avec la rédaction de Rouge :

- afin d'assurer une correspondance régulière...
- afin d'intégrer ou de constituer un groupe de diffusion
- afin de participer à un Cercle Rouge.

Nom .....

Adresse .....

Profession .....

Age .....

Lieu de travail .....

Toute correspondance « ROUGE » : B.P. 201 Paris-19<sup>e</sup>

# les lycéens gardent la parole

Le mouvement lycéen était bien méprisé et contesté dans son principe même par ceux, adultes, politiciens spécialisés, professeurs de droite ou de gauche, voire étudiants, pour lesquels la vie politique commence avec le passage du bac. Aujourd'hui, il a réalisé la percée, et il n'a que trop d'amis plus ou moins sincères.

Alors que le mouvement étudiant connaît un redémarrage difficile, les C.A.L. maintiennent une vie politique intense, quotidienne dans les lycées : depuis la rentrée, deux manifestations importantes à Paris (en dépit de l'interdiction préfectorale) et les luttes en province ont à nouveau fait de l'action lycéenne une action exemplaire.

Tenant compte du nouveau rapport de forces, le mouvement lycéen s'est attaché à capitaliser le mouvement de mai, à lui permettre de rentrer la tête haute dans les lycées : il a mené une lutte contre les exclusions. Il s'est attaché à dissiper l'illusion de la cogestion : en refusant sa caution, il a mis en échec le réformisme faurien sur sa première bataille, celle qui semblait la plus facile, devait être un exemple pour la suite. Tandis que l'U.N.C.A.L. (mouvement réformiste fondé par les Jeunesses Communistes et aujourd'hui grignoté par la droite) connaît une mort douce, l'apparition d'une organisation réellement nationale des C.A.L. a dissipé largement le décalage Paris-Province : les actions à Marseille, Bordeaux, Toulouse, Saint-Etienne ont autant d'impact que les actions parisiennes. Enfin, consolidant en période de « calme social » relatif la vie politique inaugurée pendant la crise de mai, le mouvement lycéen rend patent que le rêve de la bourgeoisie est aujourd'hui impossible l'école-cocon, coupée du monde extérieur — celui de la lutte des classes — par l'ouate épaisse de l'idéologie culturelle « neutre » est définitivement morte.

## le congrès des cal organiser l'action lycéenne

En décembre 67 se créait le premier comité d'Action lycéen au lycée Jacques-Decour. En février 68, après « l'affaire Condorcet », on dénombrait 30 CAL, principalement à Paris. A la veille du mois de mai, on pouvait compter sur 70 CAL dans toute la France.

Puis ce fut la grève générale, où les lycéens n'étaient pas en reste des étudiants et des travailleurs dans la mobilisation... Et ce sont 200 délégués représentant 45 villes de province et 70 lycées de Paris et banlieue, qui viennent de tenir le Congrès des CAL les 1<sup>er</sup> et 2 novembre à Paris.

Le terme de Congrès n'est d'ailleurs pas satisfaisant : il ne s'agissait pas de l'auto-congratulation de bureaucrates d'une organisation morte et figée (cf. le Congrès de la SFIO), mais plutôt de la constitution d'un mouvement encore embryonnaire, riche dans sa diversité, et vivant, parce que né et ne pouvant vivre que dans la lutte.

Congrès parfois confus, souvent passionné, mais témoignant d'une intense vie militante à la base.

Echanges d'expérience, discussion sur les perspectives, sur le rôle des CAL, la nature du milieu lycéen, les possibilités de jonction avec la jeunesse ouvrière : nous étions loin de la conférence nationale des CAL du mois de juin au cours de laquelle la J.C. prônait l'existence d'un syndicat lycéen où se regroupaient les lycéens « sans distinction d'appartenance politique ou religieuse ». Ce Congrès rassembla des militants, qui de plus sont des militants révolutionnaires, et cela explique la richesse des débats. Débats, d'autant plus riches que ce Congrès se tint un mois après la rentrée lycéenne, dans une conjoncture politique marquée par un démarrage foudroyant des CAL, à Paris comme à Marseille, Toulouse ou Saint-Etienne, avec les luttes contre les exclusions de militants, et les ripostes à ceux qui feignaient d'oublier l'existence d'un certain mois de mai. Les CAL n'avaient pas attendu le Congrès pour agir ; celui-ci, étape nécessaire pour la poursuite de la lutte permit aux participants de rentrer dans leur lycée et leur ville avec des perspectives très prometteuses...

Le débat de référence politique, dont l'ébauche contenue dans le rapport introductif était adopté à titre indicatif dès le premier jour, montrait la nécessité de clarification politique. Il s'agissait de définir un texte qui soit plus qu'un programme d'action à court terme, mais bien le dénominateur commun des 200 CAL existant dans toute la France, fixant les cadres et les limites de leur activité.

### LA JEUNESSE SCOLARISEE

Dans ce texte, l'analyse de la nature et du rôle de la jeunesse scolarisée est la première réponse à ceux qui traduisent leur incapacité de s'y implanter en la qualifiant de milieu petit bourgeois :

« On a beaucoup spéculé sur la nature « petite bourgeoise » du milieu étudiant et du milieu lycéen, contradictoire en apparence avec cette radicalisation des luttes. Il faut cependant comprendre que si le recrutement des lycées se fait essentiellement dans la bourgeoisie (ce que nous condamnons évidemment), le milieu lycéen n'est pas à l'abri des préoccupations de débouchés, d'orientation, de sélection, de répression politique et culturelle : que par là-même, la révolte de mai et de juin avait d'autres bases qu'un simple conflit de générations, mais répondait à une inquiétude légitime quant aux conditions de l'insertion future dans la vie active, quant aux possibilités de poursuivre les études, quant aux conditions de vie dans les établissements scolaires... Il ne s'agit évidemment pas de définir une « classe intellectuelle », avec ses intérêts homogènes, qui, comme la classe ouvrière, serait la contradiction vivante de la bourgeoisie, mais il est vrai qu'avec le progrès des techniques, avec les besoins sans cesse plus exigeants du capitalisme, une partie importante de lycéens et d'étudiants sera directement confrontée à l'exploitation capitaliste. Si l'on ajoute à cela une certaine prédispo-

sition à une prise de conscience plus idéologique, on peut comprendre pourquoi le milieu lycéen est entré dans la lutte, la répression policière ayant été le catalyseur d'une révolte en puissance. »

### ROLE DES C.A.L.

« Former « une force de frappe » autonome, cela veut dire que l'on considère le CAL comme l'expression d'une partie du milieu lycéen, non du milieu en tant que tel (1) ; le CAL mène la lutte lorsqu'il est sur la défensive (riposte à la répression), défend les acquis du mouvement lycéen, et non les privilèges des couches dont les lycéens sont originaires. Nous ne croyons pas à l'existence de « syndicat » étudiant et lycéen, de syndicat groupant la petite bourgeoisie pour la défense de ses intérêts immédiats. Nous croyons par contre à la possibilité de l'action politique radicale dans tous les milieux, et spécifiquement chez les lycéens :

« Les CAL doivent grouper en dehors de tous partis politiques les militants conscients de la lutte à mener contre le système d'enseignement actuel et par là-même contre la société capitaliste. Le milieu lycéen n'étant pas prêt à une remise en cause globale de la société capitaliste, le CAL ne peut donc en lui-même être représentatif de tous les lycéens ; mais par les luttes qu'il engage, il doit tendre comme en Mai à représenter la volonté du plus grand nombre de lycéens. Le CAL n'est pas une organisation syndicale corporative et apolitique, se bornant à utiliser les seules formes d'actions autorisées mais un mouvement fermement décidé à mener des luttes radicales, à la mesure des revendications et des campagnes qu'il avance. Cependant, une réforme partielle, simple aménagement de fonctionnement (cf. la réforme Edgar Faure) ou fausse démocratisation de l'Université bourgeoise, et l'acceptation de certaines de nos revendications essentielles, ne changeront en rien notre ferme résolution d'organiser la contestation parmi les lycéens ayant pris conscience des contradictions d'un système sélectif et réactionnaire. »

### L'ACTION

« Des axes d'intervention unifiants ont été fixés au Congrès, qui ne suppriment pas l'autonomie à la base des CAL, mais permettent aux luttes de s'inscrire dans une réponse nationale concertée à la politique gouvernementale. Ce sont principalement :

— lutte contre la répression (dans les lycées, les facultés, les usines) ;

— lutte contre la participation gaulliste, en montrant que participation et répression sont les composantes d'une même politique ;

— desmythification de la loi Edgar Faure, qui tout en nous accordant des réformes substantielles ne change en rien le caractère de classe de l'enseignement : (« par rapport aux nouvelles institutions mises en place, les CAL adoptent l'attitude suivante : nous participons aux élections, et nous nous faisons mandater en tant que CAL, sur une base politique et d'action, pour montrer la vanité de ces institutions. Parallèlement, nous menons, en dehors de toute politique électorale, une série d'actions destinées à faire aboutir les mots d'ordre énoncés plus haut. Pour nous, la participation aux conseils d'administration n'était pas une campagne, une fin en soi, mais un moyen de les dénaturer tout en faisant connaître notre programme (2). Cependant, à propos de cette participation, des dangers sont apparus à la lumière des expériences :

— risque d'intégration, malgré toute la conscience des militants élus ;

(1) A aucun moment, tous les étudiants, tous les travailleurs, et tous les lycéens n'étaient engagés dans la lutte, un grand nombre restant indifférents ou silencieux.

(2) Nous sommes en partie arrivés à nos fins quant à la dénaturation des institutions. De l'aveu même de syndicats de professeurs et de parents d'élèves, nous avons politisé les élections, chose qu'ils tenaient à éviter à tout prix.

## congrès des cal

(suite)

— risque de se cantonner dans cette politique électoraliste, en ne mettant pas en pratique le pendant à cette participation : mobiliser les lycéens sur les thèmes avancés par le CAL pour se faire élire et leur montrer que ce n'est pas grâce aux CA qu'on les fera aboutir, mais bien grâce à l'action directe ;

— soutien aux luttes anti-impérialistes (et en particulier aux prochaines manifestations de soutien à la révolution vietnamienne).

Il nous faut maintenant revenir sur un des grands thèmes de discussion du Congrès : certains pensent que par l'action, dans l'action, et pour l'action, les lycéens prennent conscience des problèmes politiques. C'est une condition nécessaire ; elle n'est pas suffisante : il importe que parallèlement aux actions menées, les CAL soient en mesure d'apporter leur justification politique afin d'élever le débat. Il ne s'agit nullement d'accorder le primat à la propagande et à l'explication, mais de le mener parallèlement aux actions. L'engagement dans une lutte, si limitée soit-elle, favorise la réceptivité des lycéens à l'explication politique. Ce qui pose le problème de la formation politique des militants du CAL autre thème central du Congrès : les CAL ne sauraient en aucun cas se transformer en cercles d'étude marxiste, connaissant une politisation coupée de la pratique. Par contre, des discussions sur la conjoncture politique, sur le pourquoi de la loi cadre, sur les problèmes de l'heure sont nécessaires au sein des CAL afin d'armer les militants, ces débats doivent transparaître vers l'extérieur par des tracts et des journaux locaux, et doivent accompagner l'action.

### UNE TACHE PRIORITAIRE : LA JONCTION AVEC L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Les CAL ne se réduiront pas à des officines de propagande marxistes-léninistes, pas plus qu'à des noyaux d'activistes. Le rôle des CAL est de susciter l'initiative des lycéens dans les activités révolutionnaires à l'intérieur des lycées, qui pourront constituer des pôles d'attraction pour la jeunesse ouvrière et la jeunesse scolarisée. Il ne s'agit pas pour les lycéens de se transformer en enseignants de la vérité révolutionnaire, mais de faire que les lycées soient de véritables centres culturels et politiques, se substituant aux pseudo-maisons de jeunes du gaullisme, filles de la société de consommation. C'est par l'organisation de projection de films révolutionnaires, de débats politiques et culturels, où seront invités les jeunes du quartier par voie d'affiches sérigraphiques que chaque lycée doit être en mesure de produire, que les lycées se transformeront en centres politiques du quartier.

A l'intérieur du lycée, la dénonciation du contenu de classe de l'enseignement sera une tâche permanente : organisation de contre-cours, refus de manuels scolaires particulièrement réactionnaires (en lettres et en histoire par exemple), refus des titres honorifiques, etc.

D'autre part, la percée dans l'enseignement technique, devient aujourd'hui possible et nécessaire : les lycéens du technique, qui ont participé aux événements de Mai, au même titre que les lycéens du classique, n'ont rien obtenu. Jusqu'ici les camarades du technique militaient à la base avec le CAL. Il ne s'agit pas de revenir sur cet état de fait, mais de tendre à l'implantation d'une organisation autonome dans ces secteurs : tout en luttant contre la différenciation entre lycées classiques et C.E.T., issue d'une ségrégation sociale, nous savons que les conditions de combat dans ce milieu pré-ouvrier, surtout sensible aux problèmes du chômage et de la formation, ne sont pas les mêmes que celles du mouvement lycéen, et que deux organisations sur les mêmes bases politiques (CAL et CAET), mais aux axes d'intervention différents peuvent se compléter au sein d'un mouvement de la jeunesse scolarisée.

Ce progrès et cette percée en direction de la jeunesse ouvrière restent la condition du développement d'un mouvement lycéen ; et plus largement d'un mouvement de la jeunesse scolarisée que concrétiserait l'alliance entre l'UNEF débureaucratisée, ayant mis en application des principes de la nouvelle charte de Grenoble, les CAL, et les CAET (3). Et les CAL restant, en dépit de leur faiblesse, une organisation « exemplaire » de lutte, peuvent jouer dans le processus de construction d'un tel mouvement le rôle de ferment politique.

(3) A propos des CAET il faut souligner qu'ils ont beaucoup de mal à survivre aux vacances, et que seul subsiste quelques noyaux isolés.

# paris



# lycées en grève

Dès mai-juin à Balzac, fin octobre au lycée Gilles Tautin (ex-lycée Mallarmé), les exclusions d'élèves sous prétexte de mauvais travail ont donné la preuve que l'administration cherchait à décapiter les C.A.L. : dans les deux cas, l'exclusion des militants les plus actifs a déclenché la riposte massive des élèves. Le refus de rentrer la tête basse dans les salles de classe a traduit la force latente du mouvement lycéen : le 28 octobre, 1.200 élèves manifestent à l'intérieur du lycée Balzac, aux cris de « réintégrons nos camarades ! », « ce n'est qu'un début ! », « à bas la répression ! ». A Gilles Tautin comme à Balzac, le recours à l'action directe avant toute négociation est de règle : à Balzac, le C.A.L. fait rentrer les 8 élèves dans leurs classes. A Gilles Tautin, l'occupation succède à la grève quasi unanime à partir du

29 octobre. A Balzac, l'administration s'opposant à la rentrée des 8 exclus, la grève des cours est décidée et appliquée dans tout le deuxième cycle. La préparation des actions et de la manifestation assure une participation de la plupart des lycéens : la grève générale est votée par 1.200 élèves réunis en assemblée générale, un atelier de sérigraphie, installé dans le lycée, témoigne de l'implantation de la vie politique à la base chez les lycéens. Les tentatives de l'administration pour ramener le conflit à une négociation « au sommet » se traduisent par la formation, à Balzac, d'une commission quadripartite chargée de statuer sur la réintégration des exclus. Mais le C.A.L. n'a accepté de faire reprendre les cours qu'avec le préalable d'une réintégration provisoire. Le mardi 29, le résultat des négociations est, bien entendu, le refus de réintégration.

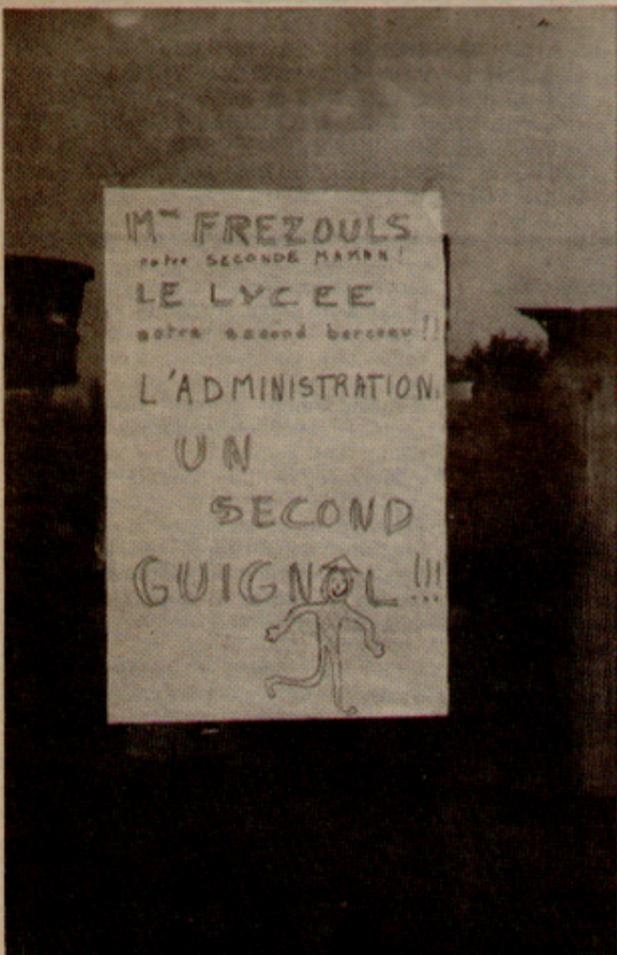
Dès le matin du mercredi 30, l'agitation politique reprend : distribution des tracts, affiches en sérigraphie, commissions, meeting regroupant des militants des C.A.L. venus de tous les lycées parisiens en solidarité avec Balzac.

A l'heure où nous mettons sous presse, sur les dix-huit militants exclus de Balzac, six ont été réintégrés à Balzac même (dont deux dans les sections différentes de leur section « d'origine ») un réintégré dans un C.E.T. et le dernier dans un lycée de garçons.

C'est une victoire certes. Une victoire obtenue grâce à l'action directe de masse, grâce à la grève totale d'un lycée. Mais les militants de Balzac sont décidés à continuer la lutte pour que les huit élèves soient réintégrés à Balzac, et ce dans leur section d'origine. Que de bruit pour des exclusions d'élèves qui n'étaient que des troubles se diront certains. Mais ces troubles sont les mêmes que les troubles qui continuent la lutte dans les usines : ce sont des militants politiques et syndicaux, et se battre pour leur réintégration, et l'obtenir, c'est faire échec à la politique gouvernementale.

# buffon

## auto-défense et démocratie



Au lycée Buffon, le CAL s'était fixé pour but d'inscrire dans la vie quotidienne du lycée la démocratie rouge découverte en mai. Ce qui supposait l'élargissement du CAL : d'un petit noyau d'initiés, il est devenu le lieu de rassemblement des lycéens les plus conscients, regroupant une cinquantaine de militants. Son influence est celle d'une organisation politique de masse : il est capable de réunir presque des centaines d'élèves en Assemblée Générale (la première, interdite par l'administration, a tout de même groupé 200 élèves)..

A l'intérieur même du lycée, cette audience a été conquis au travers d'actions contre ce qui symbolise ou traduit dans l'organisation quotidienne du lycée l'oppression du lycéen, l'oppression de l'administration : refusé de se limiter au cadre des « revendications » matérielles présentées par quelques-uns au nom de la masse utilisée comme moyen de pression, le CAL a toujours envisagé les actions comme ayant valeur éducative dans la prise de conscience des lycéens. Ainsi la lutte contre le règlement du lycée : 300 élèves, réunis au milieu de la cour, arrachent et font brûler les pages de leurs carnets de notes qui contiennent le règlement. Les lycéens en lutte contre le système disciplinaire répressif et autoritaire ont décidé d'édifier leur propre règlement. Les débats sur les problèmes internationaux, les meetings à l'intérieur du lycée, sont aujourd'hui de règle. Si le lycée réussit à s'ouvrir à l'extérieur, notamment sur les CET, il peut devenir une authentique base rouge rayonnant sur le quartier. Dans l'immédiat, le problème à l'ordre du jour est celui de l'autodéfense. Le samedi 19 octobre, une cinquantaine de fascistes ont attaqué le lycée, visant les animateurs du CAL. Sur quoi, l'administration, reprenant du poil de la bête, convoque deux dirigeants du CAL et leur signifie l'interdiction de distribuer des tracts à la sortie. Les deux militants répondent : « très bien, nous ferons les distributions à l'intérieur du lycée ». L'administration cède aussitôt, et accepte même de faire sortir les élèves cinq minutes en avance afin de laisser à 10 heures le CAL faire un meeting dans la cour.

Désormais, l'autodéfense préparée techniquement : plans pour barricader le lycée, organisation de plusieurs lignes de défense, préparation de projectiles divers, et politiquement devrait permettre d'envisager avec optimisme toute nouvelle attaque.

CORRESPONDANT.

### UN CORRESPONDANT DE MARSEILLE NOUS COMMUNIQUE :

Après les meetings lycéens du 11 octobre, interrompus par les provocations policières, les lycéens de Marseille reprennent la lutte : le lycée technique Saint-Tronc, en grève vient d'être rejoint par le lycée Saint-Exupéry. La grève se généralise à Marseille ; le lycée La Commune (ex-Thiers) reprend le flambeau. Des équipes de propagande se répandent dans la ville pour expliquer le sens de la lutte (liberté d'action politique, lutte contre le chômage).  
Paris - Marseille : un même combat.



### centralisation et structure de base à marseille

Les problèmes de la structuration horizontale des C.A.L. fut souvent soulevé au cours du récent congrès. Sans prétendre détenir la vérité à la lumière de nos expériences, nous espérons donner une solution. Le cas de Marseille peut être considéré comme typique à ce sujet : à la rentrée, ne connaissant pas nos possibilités il fut nécessaire pour apparaître immédiatement comme une force politique, de nous regrouper au niveau de la ville. Le résultat fut appréciable : le C.A.L. apparut effectivement comme une force politique active, omniprésente, etc. Mais un danger de bureaucratisation apparut ; c'était toujours les mêmes militants conscients et formés qui décidaient des actions, concevaient les textes, les imprimaient sans qu'il y ait de participation réelle de la base. Déjà était soulevé le problème de la structuration par lycée pour remédier à ces aberrations. Puis vinrent les incidents du vendredi 11 octobre, le « siège » de l'A.G.E.M. (association générale des étudiants de Marseille) par les flics. Du fait que les militants conscients étaient immobilisés à l'A.G.E.M. Il y eut incapacité d'exploitation politique de ces événements par la base à l'exclusion du lycée technique Rampart où existait un semblant d'organisation (grève, prise de parole, tracts, etc.). Les conclusions s'imposent, la structure même du lycée, petite unité (se dit d'une fac) où une population stable se retrouve pendant presque toute la journée.

Il faut :

1) Une structuration à la base ; un C.A.L. dans chaque lycée, doté d'une vie politique autonome avec son matériel de propagande et capable de mener des actions sur le lycée sans se référer continuellement à une direction paralysante.

2) Une structuration au niveau de la ville ; un bureau de ville représentatif habilité à prendre des décisions politiques rapides et capables par des actions centrales d'insufler, dans les lycées « vierges », la création de C.A.L. et coordinateur des actions entreprises dans chaque lycée.

# de la réforme au réformisme

l'ordre sera maintenu.  
il le sera dans la rue,  
car il existera dans les  
âmes.  
(E. Faure)



C'est à l'Université que le gouvernement livre sa première grande bataille pour la participation. Le bilan des efforts réalisés pour une cohabitation harmonieuse, voire une collaboration Capital-Travail dans les entreprises, est plutôt maigre. Le recours à la répression ouverte (licenciements) reste de règle. Mais à l'Université, la bourgeoisie croit pouvoir établir un exemple. Après tout, ce sont ses propres file qui se révoltent. Est-il inconcevable qu'ils soient plus sensibles à l'idéologie de la participation que les travailleurs ?

L'absence d'un réformisme puissant et constitué à l'Université rend la tâche du gouvernement plus compliquée : les mouvements qui s'en réclament (M.U.R. par exemple), à peine fondés, ont été repoussés progressivement jusqu'à l'extrême-droite de l'échiquier politique, faute de trouver une audience quelconque. Le milieu étudiant est décidément incapable de se créer son propre réformisme. Aussi les projets d'Edgar Faure ne sont pas seulement ce qu'était le plan Fouchet : un perfectionnement dans le rôle économique (capitaliste) de l'Université. Ils signifient aussi la tentative de rétablir après mai le pouvoir idéologique de la bourgeoisie à l'Université, d'inoculer de l'extérieur le virus réformiste en cristallisant les aspirations diffuses du milieu sur les idées d'émancipation, d'autonomie, d'autogestion, de liberté politique. La tentative Edgar Faure n'est pas seulement une réforme ; c'est un réformisme constitué qui tente une entrée en force sur la scène politique du monde étudiant, entraînant à sa suite les débris des « forces » modérées (U.E.C. en tête) qu'il sauve du désastre.

## L'AUTONOMIE : POUR QUOI FAIRE ?

L'an dernier, nous nous sommes battus sur les problèmes d'équivalence, premières implications du plan Fouchet. Cette année, la sélection et l'orientation se réaliseront par le système des Facultés concurrentielles (cf. article précédent Rouge n° 4). La première implication de cette sélection subtile sera le problème des inscriptions : comment les étudiants

des Facultés « d'élite » (Vincennes, Antony, etc.) seront-ils recrutés (1) ?, qui choisira les professeurs ? Tel sera notre premier terrain de lutte. A LA TENTATIVE DE SELECTION CACHEE PAR LES INSCRIPTIONS, OPPOSONS LA CREATION DE COMITES D'ACTION DANS LES NOUVELLES IMPLANTATIONS !

A LA TENTATIVE DE DIVISION DES ETUDIANTS PAR LA PARCELLISATION ET LA REGIONALISATION DES FACS, OPPOSONS LA COORDINATION DES C.A. ET UN MOUVEMENT ETUDIANT REUNIFIE NATIONALEMENT.

Ce qu'il y a de sûr, c'est que le gouvernement ne peut faire appliquer une politique d'indépendance à l'égard de sa propre politique. En fait, le monument de libéralisme de Faure se traduit dans l'immédiat par la destruction des vieilles franchises universitaires, devenues insupportables à la bourgeoisie, et par la réglementation de « l'information politique » (aucun débat n'est prévu). Ce que nous refusons : la liberté politique cantonnée à un amphithéâtre, ouvert, comme l'a proposé Zamansky, sur la rue quand on y parle politique, mais fermé sur la Fac quand on y enseigne. Ce que nous voulons : implanter la vie politique dans l'activité quotidienne de la Faculté, là où les étudiants se trouvent.

A la réglementation de la vie politique, opposons la pratique politique quotidienne de l'Université rouge !

A L'AUTONOMIE-BIDON, OPPOSONS LES ACTIVITES AUTONOMES DU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE A L'UNIVERSITE !

## LA COGESTION : AVEC QUI ?

Les élections de ceux qui géreront l'Université « autonome » obéissent à des principes que nous combattons : la pseudo-parité entre enseignants et étudiants tourne à l'avantage du corps professoral : si moins de 60 % des étudiants votent, le pourcentage d'étudiants dans les commissions baisse d'autant. Au sein de la représentation professorale, les mandarins titulaires de chaires s'adjugent au moins la moitié des sièges. Ce que le gouvernement accorde, c'est l'autodétermination du corps réactionnaire des

porteurs de toges. Nous refusons le principe de la division en deux collèges électoraux, enseignant et étudiant, qui donne à chaque voix professorale le poids de centaines de voix étudiantes. Le seul principe admissible serait celui du collège unique votant sur deux listes distinctes et en nombre égal, enseignants et étudiants. La caricature d'élections qu'on nous offre est souvent une régression même sur les « commissions paritaires » nées de mai. L'absence de responsabilité devant les Assemblées générales fait que les étudiants qui siègeront dans les commissions seront, non les représentants des étudiants en leur sein, mais bien plutôt les représentants du réformisme cogestionnaire dans le mouvement étudiant.

AUX « ELECTIONS PIEGES-A-CONS », OPPOSONS L'ELECTION EN ASSEMBLEE GENERALE SUR NOS PROPRES DEBATS ET NOS PROPRES PROGRAMMES, DE NOS PROPRES DELEGUES !

On prétend « ouvrir les Facultés au monde extérieur », aux « forces vives de la nation ». Pour nous, les vraies « forces vives », ce ne sont pas les délégués patronaux, « personnalités régionales » qui siègeront dans les nouveaux conseils. La seule force vive, ce sont les travailleurs.

AU JUMELAGE PAR EN HAUT ENTRE UNIVERSITE CAPITALISTE ET PATRONAT, OPPOSONS LE JUMELAGE A LA BASE DES GROUPES D'ETUDIANTS AVEC LES GROUPES DE TRAVAILLEURS EN LUTTE !

On prétend « ouvrir les études et la science sur le monde extérieur », supprimer les études « classiques » et désuètes au profit d'études plus rentables pour un capitalisme moderne.

A LA PRETENDUE « OUVERTURE DES SCIENCES SUR LA VIE », OPPOSONS L'ETUDE DU ROLE DES SCIENCES DANS LE MONDE CAPITALISTE. A L'ADAPTATION DE LA FORMATION UNIVERSITAIRE DES BRANCHES PROFESSIONNELLES LA CRITIQUE DES PROFESSIONS AUXQUELLES ON NOUS PREPARE !

## de nanterre à vincennes

Avant que la Faculté de Vincennes existe, que faire, faute d'étudiants ? Et quand Vincennes existera, il sera trop tard pour désamorcer la plus formidable opération de poudre aux yeux jamais inventée par un ministre. Pour une fois, le mouvement étudiant a pris les devants : organisant une réunion à l'amphi Richelieu, mercredi 6 novembre, le Comité d'Action Vincennes, entraînant à sa suite l'U.N.E.F. et le S.N.E.Sup, rompait avec la diplomatie secrète qui entoure la nouvelle implantation. Il s'agissait de demander à ceux qui prennent la responsabilité de Vincennes (le « noyau cooptant » de professeurs) de venir s'expliquer devant les étudiants : ils auraient pu refuser de le faire, arguant qu'ils attendaient la fin de la construction à Vincennes pour y discuter avec leurs étudiants. Ils n'ont pas osé, mais ce qu'ils ont dit pour se justifier, ne valait guère mieux : attendons que tout soit mis en place, nous discuterons alors. Au nom de la « neutralité », de la « scientificité », de « l'humanisme », si on me demande de prendre une position politique, je ne dirai pas non mais je ne répondrai pas positivement, fut la réponse la mieux partagée. Au sujet des magouilles gouvernementales autour de leur nomination à Vincennes et du plan d'enseignement qu'ils pensaient appliquer, les professeurs furent tout aussi muets. « nous ne savons rien » « mais nous sommes pour la cogestion ! nous en décidons en commission paritaire et par section à Vincennes ! ».

Devant tant de bonne foi, les étudiants hurlèrent, l'un d'eux s'écria : « On pose des questions, on nous répond par des mots d'esprit. M. le

professeur, je ne vous accuse pas d'avoir de l'esprit car l'accusation serait injuste ». Un autre poursuivit : « Nous n'accepterons pas d'être les flics de la production capitaliste, nous déciderons de la déchéance de la participation ».

En fait, c'est le secret de Polichinelle, tout le monde sait que le gouvernement a choisi d'écrémer les facs de leurs éléments contestataires-modèles pour les enfermer à Vincennes, loin du monde et du bruit étudiant. C'est le gouvernement qui réglemente l'institution-contestataire modèle, c'est lui qui organise la résistance à sa propre politique. Pour les étudiants, et pour les enseignants qui acceptent leurs bases, deux possibilités : boycotter Vincennes ou s'en servir. Pas de confusion : laissons à Deloffre (2) le soin de hurler contre le fait que des « critères politiques » ont présidé aux nominations à Vincennes. Simplement, ce que nous voulons, c'est que ces critères politiques soient les nôtres (1). Nous ne voulons pas d'une contestation sur mesure : ce que nous voulons, et les enseignants devront choisir entre nous et le gouvernement, c'est dénaturer la fac de Vincennes pour en faire une base rouge au service du mouvement.

Deux motions furent présentées en fin de séance après un débat agité l'une par des camarades de l'ex-FER demandant la création d'une commission d'études de la loi E. Faure, l'autre présentée par le Comité d'Action Vincennes résumant les 21 conditions : « Refus des décisions administratives comme nulles et non avenues — dès l'ouverture de la

faculté, organisation d'une semaine de discussion entre étudiants et professeurs sur le mouvement de Mai — refus des commissions paritaires et de la sectorisation par matières d'enseignement comme préalable — seule l'assemblée générale des étudiants est souveraine au regard du mouvement ». Le Comité d'Action proposa la création d'une commission générale des étudiants chargée de préparer, dans l'esprit des 21 conditions, l'ouverture de la faculté. Cette motion fut votée à une très grande majorité par la salle.

La lutte sur Vincennes risque d'avoir une valeur exemplaire, et certains y voient déjà un nouveau Nanterre. A nous de faire que ce Nanterre ne soit pas la caricature du précédent, le musée de la contestation. La bataille sur les inscriptions, qui vont être le moyen de sélection des étudiants, puisque désormais, on sélectionne non à l'intérieur de la fac mais entre facs de niveau différent, est la première bataille. Elle est liée à celle de la nomination des professeurs. Vincennes n'est pas l'affaire des futurs Vincennes : elle est l'affaire de tout le mouvement étudiant. Vincennes ne sera pas l'université-pilote du gouvernement.

CORRESPONDANT.

(1) cf. « Action » n° 32. Les 21 conditions du Comité d'Action Vincennes.

(2) Professeur de lettres particulièrement bruyant, président du C.D.R. Sorbonne.

# Nanterre : ça vient bien

Répondant par l'ironie à la stratégie gouvernementale d'atomisation du mouvement étudiant, le militant nanterrois, singeant son chinois, avait lancé le mot d'ordre d'encercllement des villes par les campus. Et de fait, vu que la génération de Vincennes promet d'être turbulente, la boutade semble prendre consistance.

Car la chose est indéniable : à Nanterre c'est la merde. Les optimistes diront que ce n'est qu'un début. Mais le fait est que cette mouise là, elle promet de s'éterniser !

## DE LA FAC A LA RESIDENCE

Nulle part, le mouvement étudiant n'a acquis autant qu'à Nanterre. Question de rapport de force. L'espace clos du campus a permis plus vite qu'ailleurs l'unification des diverses formes de luttes étudiantes. Le même jour on pouvait y voir, voici maintenant quelques mois, une vente des CVB, une collecte de l'AFGEN (UNEF) qu'ont les ouvriers de Caen, un envahissement du restau-U par le CVN, une conférence du CERPS (Centre d'Etudes et de Recherches Politique et Sociales), et un meeting de 14 ARCUN (Résidents). Le 22 mars fut le creuset de regroupement de ce mouvement en miettes, cette fusion organique fit force de frappe.

Déjà, le 29 mars, la fac étant fermée par décision du doyen, le centre de gravité se déplaça vers la Résidence où depuis deux mois, le règlement intérieur était aboli : elle ouvrit ses locaux aux débats politiques. Aujourd'hui, la faculté de Nanterre résonne comme une ruine moderne. L'administration greffe, de-ci de-là quelque coquet pavillon sur les pelouses pour les égayer ; elle construit un tennis couvert ; pour effacer les souvenirs, elle ouvre un nouveau restau-U et ferme l'ancien. Cet imbroglio d'initiatives ne fait qu'accuser le visage de Nanterre. Dans les grands halls, Yves Ciampi installe les rails de ses caméras pour tourner un film où Nanterre jouxte la Tchécoslovaquie grâce à une idylle rocambolesque (co-production franco-tchèque). Des stars au rabais distribuent de faux tracts en esquissant de la croupe de vrais gestes ponctués de propos graveleux. La faculté ne vit plus, on la filme : du Kafka revu par Fellini, et bradé au rabais.

Pourtant, l'esprit de Nanterre n'a pas disparu. Comme à ses débuts, le mouvement est retourné chercher refuge à la Résidence. Elle y a gagné de cesser d'être universitaire. Les jeunes travailleurs y sont désormais admis aux mêmes conditions que les étudiants. Non sans dangers. Comme ils sont encore peu nombreux, les jeunes travailleurs peuvent devenir les otages de la Résidence, fière de la satisfaction mystificatrice d'une revendication pourtant fondée : l'ouverture de la Résidence, de la piscine, du restaurant à tous les jeunes. Il ne suffit pas d'une tolérance pour que cette revendication devienne réalité. Le danger essentiel reste le phénomène d'aculturation par lequel les jeunes travailleurs cherchent à s'assimiler aux étudiants et les mimant par un mirage de promotion sociale. Ce danger ne peut être surmonté que par la lutte politique d'une part, par l'extension du statut de Nanterre aux autres résidences, d'autre part, pour « l'Education permanente ».

## ENCORE UNE FOIS : PLUSIEURS NANTERRE !

Le Comité d'Action de l'Assemblée Générale des résidents a imposé le contrôle sur les inscriptions. Une commission de contrôle des admissions est mise en place qui accepte prioritairement les jeunes travailleurs et les étudiants défavorisés. Cette commission a vite compris que son « contrôle » demeurerait batard vu qu'un tri préalable des dossiers est toujours possible par le COPAR. Elle recherche donc l'extension du contrôle sur les inscriptions.

A cette extension, le gouvernement appose la fragmentation des instances sur lesquelles il peut s'exercer. La résidence de Nanterre connaît actuellement une situation singulière, l'administration d'Etat y relève à la fois du gouvernement qui la nomme et la finance, et d'autre part, du mouvement étudiant qui la contrôle et dont elle doit appliquer les décisions.

La cogestion n'entre en rien dans cette situation où les étudiants utilisent simplement à leur usage l'appareil administratif. Le gouvernement prend le mal en patience. Plutôt que la lutte de front, il préfère circonscrire le danger et laisser s'éteindre le foyer.

La seule issue possible reste de remédier à l'isolement de Nanterre et de considérer son statut comme un précédent à étendre. Sans quoi, le rapport de force ne pouvant subsister éternellement en équilibre instable, le mouvement va se subdiviser en deux composantes, l'une tentée par la cogestion comme ratification légale de l'état de fait, l'autre celle des irréductibles de l'autonomie, prêchant l'autogestion de la Résidence comme premier exemple de construction du socialisme dans une seule faculté.

Entre toutes les associations réformistes et conservatrices des résidents, Nanterre doit donc servir d'exemple et n'être pas abandonné à son isolement.

## L'EDUCATION PERMANENTE

La façon dont les résidents conçoivent leur lutte comme politique, indissolublement liée à l'ensemble des luttes étudiantes. Cette conception se trouve illustrée par l'expérience de « l'Education Permanente » qui est le pendant indispensable de la situation à la Résidence.

L'Education Permanente ouvre l'Université à tous les travailleurs participant à ses activités. Reste à savoir quelles activités ; là commence la bataille entre les étudiants et le gouvernement. Ce dernier, s'efforçant de faire pattes de velours, et prêt à tolérer l'Education Permanente en la pervertissant en système de formation professionnelle « permanent » de recyclage ou de perfectionnement. Le projet des étudiants et des travailleurs qui s'y consacrent depuis septembre est tout autre. Ils définissent ainsi l'objet du Centre d'Education Permanente « avant toute chose renforcer la jonction travailleurs-étudiants établie en mai juin dans la lutte contre la classe dominante, mettre entre nos mains les armes dont la bourgeoisie se sert pour nous opprimer ».

L'Education Permanente est donc connue comme une structure de lutte à la jonction du Mouvement étudiant et du Mouvement ouvrier.

A l'origine, l'E.P. était définie par rapport à deux axes. D'une part donner aux étudiants et aux travailleurs les moyens d'expression qui leur manquent (ateliers de peinture, de modelage et de sérigraphie, discussions sur textes, groupe théâtral). Ce qui implique la critique des formes de répression culturelle et de l'idéologie de la classe dominante à l'œuvre dans la presse, la télé, la publicité, les loisirs.

D'autre part, étudier les luttes de classes en France : — les formes concrètes d'exploitation de la classe ouvrière. — Les formes de défense, de riposte et de lutte. Le gouvernement avait promis des crédits pour l'E.P. Il attendait les militants étudiants et travailleurs en préamateurs de cabinets ministériels. Détrompé par leurs projets, il en vint à gommer le mirage, à revenir sur ses promesses.

Les ripostes des militants fut de mettre en place l'E.P. au cours de deux journées de travail, qui réunissait une centaine de militants dont 30 à 40 travailleurs répartis en trois commissions (« Lutte ouvrière », « répression patronale », « chômage et emploi »).

Les commissions se sont aujourd'hui subdivisées en plusieurs groupes de travail :

— exploitation et répression patronale : répression patronale et policière, économie et pouvoir politique : la participation.

— évolution des syndicats de 1945 à 1968. Les luttes syndicales, leur politique implicite, rapports avec la politique mondiale des blocs, méthode de grève.

— la lutte dans les syndicats, rapports base-délégués, comités d'action et comité de base, possibilité d'un syndicalisme révolutionnaire, etc...

## AFFRONTER L'ADVERSAIRE ET NON DES MOULINS A VENT

Le travail amorcé à Nanterre a été contesté par certains militants qui lui reprochent d'être une somme de fantasmes bureaucratiques. En fait, il existe des nostalgiques désireux de traiter indifféremment le cadre constitutionnel d'avant mai et les structures d'affrontement qui surgissent aujourd'hui. Revendiquer la révolte d'avant mai et ce qui la motivait, contre les tâches actuelles, moins lyriques et plus difficiles, du mouvement étudiant, c'est se donner le même adversaire, fut-il mythique, pour pouvoir répéter les mêmes gestes, impuissants dans un autre contexte. Cette attitude conduit les mêmes militants à refuser l'organisation du mouvement en C.A. plus discipliné pour répéter les A.G. de mai. Le problème posé aujourd'hui comme à la veille du 22 mars, est celui de l'unification des luttes dans différents secteurs. Si l'expérience de la Résidence de Nanterre, celle de l'Education Permanente, restent des expériences, figures autonomes d'un folklore nanterrois usé, le mouvement étudiant à Nanterre ne survivra pas à ses fêtes tanées. Si elles sont au contraire comme les tâches présentes du mouvement, elles doivent contribuer à la disparition des derniers bastions corporatistes et réformistes, notamment certaines AGE et en grand nombre d'associations de résidents qui, par leur structures syndicales et à coup sûr bureaucratiques, entraînent la mobilisation étudiante.

La tâche aujourd'hui, n'est pas de paralyser l'Université. L'E.P. à Nanterre appartient désormais aux militants. Elle ne cherche pas à se substituer aux cours. Le problème est aujourd'hui que les formes et les programmes de cours plus ou moins improvisés qui renaissent de leurs cendres à Nanterre, ne soient pas les règles imposées arbitrairement à l'intérêt de tous. C'est la raison pour laquelle l'orientation générale de l'enseignement doit être déterminée lorsque c'est possible par le mouvement politique. A l'initiative du C.A. de Philo, le séminaire de deuxième cycle s'est donné pour thème « la notion de travail chez Marx et Freud » en complément aux travaux de l'E.P.

Le séminaire Rouge sur Théorie et Stratégie tentera de déterminer le rapport entre la théorie de Marx, Lénine, Trotsky, Guevara, leur stratégie et l'organisation révolutionnaire, il peut contribuer par là, pratiquement à l'unification de divers courants révolutionnaires.

En cautionnant et finançant à l'origine l'Education Permanente, le gouvernement croyait désamorcer l'Université Rouge, et créer à Nanterre un abcès de fixation pour le mouvement étudiant. Le bilan provisoire de l'état des luttes est plutôt en sa défaveur. L'abcès n'est pas encore résorbé et déjà il germe dans tout le corps de l'Université. L'occupation des Beaux-Arts de Grenoble, l'agitation des lycéens ne sont que des symptômes. Nous serons les artisans enthousiastes de cette infection. Plus ça se putréfie, plus on est jouasses. Nanterre n'est encore ni un souvenir, ni un symbole, mais une réalité forcenée.



# de quelle organisation avons-nous besoin ?

## 2 spontanéité et organisation : sommes-nous dogmatiques ?

Les critiques que nous publions nous reprochent, entre autres choses, la manière « dogmatique » dont nous avons lancé le débat. La démarche de « Rouge » serait fondamentalement incorrecte. Elle se contenterait d'une « profession de foi léniniste », là où il faudrait faire une analyse concrète de la situation, tirer les leçons de mai, définir les tâches à venir, puis en déduire les formes d'organisation aujourd'hui adéquates.

Ces critiques sont formellement justes. En effet, confrontés à une situation nouvelle, les militants révolutionnaires ont à inventer un système d'organisation inédit. En aucun cas, ils ne sauraient se contenter d'appliquer des recettes, fussent-elles léninistes. Le but de ce débat consiste précisément à poser le problème : compte tenu des conditions concrètes de la lutte des classes, en France, aujourd'hui, de quelle organisation avons nous besoin ?

Mais si tel est bien l'objet du débat, il n'en résulte nullement qu'il faille attaquer d'entrée de jeu le problème sous cet angle. En matière d'organisation nous ne partons pas de zéro. Il existe un précieux acquis théorique et une non moins précieuse expérience, quasi séculaire, du mouvement ouvrier. C'est à partir de ces acquis qu'il faut envisager les problèmes spécifiques que nous avons à résoudre.

Si nous négligeons cet acquis, sous prétexte d'anti-dogmatisme, « d'ouverture d'esprit », etc., nous abordons le problème théoriquement désarmés, et nous risquons fort de sombrer dans l'empirisme, le pragmatisme, et l'engagement opportuniste pour les nouveautés à la mode.

Nous avons annoncé une série d'articles sur le thème : De quelle organisation avons-nous besoin ? Les premiers articles de cette série visent à définir le cadre théorique dans lequel nous discutons. Il s'agit effectivement de la théorie léniniste de l'organisation. Et ce n'est nullement répondre à la question avant de l'avoir posée.

Car ici surgit, à notre grande surprise d'ailleurs, un premier désaccord de fond : il concerne le statut théorique des thèses léninistes sur l'organisation.

### SYSTEME D'ORGANISATION ET PRINCIPES ELEMENTAIRES D'ORGANISATION

Nos critiques se rejoignent tout au moins sur un point : la théorie léniniste du parti correspond aux conditions de lutte inhumaine auxquelles se trouvait confrontée l'inculte classe ouvrière russe aux prises

avec l'Etat tsariste. Cette appréciation est complètement fautive. Elle repose sur la confusion entre les « SYSTEMES D'ORGANISATION » d'ailleurs variables définis par Lénine dans le cadre des conditions particulières de lutte imposées au prolétariat russe, et les « PRINCIPES D'ORGANISATION », fondant et inspirant les premiers mais déterminés non pas par telle ou telle situation concrète, mais par les conditions générales dans lesquelles lutte le prolétariat dans la formation sociale capitaliste.

On pourrait remplir ce numéro de « Rouge », simplement en alignant les citations de Lénine où se trouve soulignée cette distinction.

Soit un article de réponse aux critiques de Rosa Luxemburg, en 1904 : « La camarade Luxemburg présume que je défends un certain système d'organisation contre un certain autre. Mais la réalité est différente. Tout au long du livre (il s'agit d'Un pas en avant, deux pas en arrière) je défends les principes élémentaires de tout système d'organisation du Parti, quel qu'il soit. »

Lénine. Œuvres Tome 7, p. 494

Non seulement les principes léninistes d'organisation ne sont pas fondés sur la spécificité des conditions propres à la Russie tsariste, mais encore Lénine constate que le système d'organisation qu'il préconise en 1902, constitue, en raison de la situation particulière de la Russie, un « écart apparent » à ces principes généraux. (Cf. tome 7. Un pas en avant, deux pas en arrière, p. 252.)

Lénine n'a pas élaboré la théorie du parti révolutionnaire à l'usage des pays arriérés à régimes dictatoriaux. Il a élaboré la théorie de l'organisation révolutionnaire du prolétariat dans le cadre de la formation sociale capitaliste.

### FONDEMENT DES PRINCIPES LÉNINISTES D'ORGANISATION

Sans rentrer dans le détail, rappelons simplement que ces principes d'organisation découlent des conditions générales dans lesquelles la classe ouvrière affronte l'Etat bourgeois. En régime capitaliste, les masses se trouvent économiquement exploitées, politiquement opprimées, et idéologiquement dominées. En période de stabilité du système, elles adhèrent aux formes populaires de l'idéologie bourgeoise. Cette domination idéologique représente la forme la plus subtile de leur aliénation et le principal ciment de la dictature du capital.

Or cette classe ouvrière, absolument asservie, doit abattre un ennemi de classe qui à l'inverse, concentre entre ses mains tous les moyens de la domination et de la puissance : l'Etat bourgeois centralisé (et tout son arsenal de répression), les principaux moyens de production, les moyens de la formation et de « communications de masse » (éducation nationale, presse, radio, etc.).

Dans sa lutte pour le pouvoir politique, au sein de la société féodale, la bourgeoisie disposait socialement de redoutables positions de force : classe politiquement opprimée, elle tenait toutefois les leviers de commandes de l'économie et partageait avec l'aristocratie foncière le monopole des privilèges culturels.

Dans sa lutte pour le pouvoir, le prolétariat, lui « n'a d'autre arme que l'organisation » (1). Le mouvement socialiste ne peut se contenter de calquer ses formes organisationnelles sur le modèle des partis démocrates bourgeois. S'il applique à ses conditions de lutte, les principes d'organisation mis en œuvre par la petite bourgeoisie, il se dote d'un instrument émoussé, inadéquat. Il conquiert une indépendance politique formelle sous laquelle s'exerce en profondeur l'influence de la bourgeoisie.

Or, la victoire n'est possible :

1 - Que si une fraction au moins de la classe, son « avant-garde », jouit d'une réelle autonomie idéologique par rapport à la bourgeoisie, autonomie fondée sur la maîtrise collective de la théorie marxiste-léniniste. Cette fraction de la classe joue un « rôle dirigeant », en ceci qu'elle dispose des moyens de l'élaboration politique. En tant que « minorité consciente » il lui revient de multiplier les efforts en vue de hausser le niveau de conscience de la classe dans son ensemble.

2 - Que si cette avant-garde est parvenue à un niveau de centralisation suffisant pour constituer une force unique, intégrant ses composantes, capable d'interventions rapides, soutenues, coordonnées... L'extrême centralisation de l'ennemi de classe (l'Etat bourgeois) impose une centralisation organisationnelle de l'avant-garde ouvrière.

Le premier parmi les marxistes, Lénine a compris qu'à des conditions de lutte radicalement nouvelles devait correspondre « un parti de type nouveau ». Les « principes élémentaires d'organisation » pour lesquelles il lutte en 1902-1903, visent à donner au mouvement révolutionnaire cette autonomie idéologique et cette efficacité pratique sans lesquelles il sombre dans l'impuissance et dans la dégénérescence petite-bourgeoise.

### LES PRINCIPES LÉNINISTES D'ORGANISATION

#### 1 - LA SELECTION DES MILITANTS :

Le premier principe « élémentaire » sur lequel Lénine engage la bataille est le principe de la sélection des militants. La social-démocratie occidentale, de même que les partis communistes d'aujourd'hui, admettait dans ses rangs quiconque en faisait la demande, pour peu qu'il payât de temps à autre des cotisations. Le « nombre de cartes placées » était sujet de fierté et donnait lieu à des « campagnes de recrutement » au moyen de force bals et de buvettes.

Le parti social-démocrate s'ouvrait ainsi largement d'une part aux petits bourgeois arrivistes ou confus, qui allaient peser d'un poids politique de plus en plus déterminant sur le parti, d'autre part à la masse des éléments « déliquescents », « instables », « arriérés », « incorrigibles », « non susceptibles d'être organisés » (Lénine) etc., autant de « poids morts » militants qui émoussaient les capacités de combat de l'organisation et obscurcissaient sa conscience politique. La bataille que Lénine mène sur les statuts du parti (1902) vise précisément à rompre avec ces pratiques.

Le sens de cette bataille est le suivant : il faut préserver l'avant-garde organisée des éléments qui tant par leur degré de conscience que par leur niveau militant, n'y ont pas leur place. Il faut mettre en œuvre des critères d'adhésions et de fonctionnement qui permettent de délimiter dans les faits l'avant-garde de la classe. Ces critères de sélection de militants sont bien sûr relatifs. Il est clair qu'ils ne sauraient être les mêmes en régime tsariste et en démocratie parlementaire. Mais dans tous les cas, il s'agit de filtrer les adhérents sous le double aspect de leur niveau de conscience et de leur capacité militante.

Le militant est recruté sur la base de son accord avec les thèses politiques de l'organisation et de son sérieux militant. Son intégration, en tant que membre de plein droit n'est pas automatique. Il suit préalablement une période de stage, où l'organisation l'éprouve et assume sa formation. Par la sélection des militants, le parti d'avant-garde assure son homogénéité, en n'intégrant que les éléments qu'il peut assimiler en tant que parti d'avant-garde et en regrettant ceux qui, corps étrangers au marxisme révolutionnaire risquent de l'affaiblir, voire le désarmer.

(1) Et pour Lénine, il s'agit du « maximum d'organisation possible, c'est-à-dire, de l'organisation maximum du prolétariat en classe autonome, à ses divers degrés de conscience (syndicats, organisations de masse, Parti).

Le second « principe » élémentaire d'organisation pour lequel se bat Lénine est le principe du Centralisme. Dans sa « prime enfance » l'avant-garde révolutionnaire est un agrégat de « cercles » et de « groupes » hétérogènes, luttant séparément dans leurs « fiefs respectifs ». Face à l'Etat centralisé, le mouvement révolutionnaire est impuissant en raison de sa dispersion. Son fractionnement lui interdit toute stratégie nationale, tant du point de vue de l'intervention politique que de la répartition rationnelle des forces.

L'élaboration d'une véritable stratégie nationale des luttes ne devient possible qu'à partir du moment où se trouvent réunies les conditions pratiques de son application, c'est-à-dire une organisation nationale des révolutionnaires. Une telle organisation n'est pas simples agrégats des groupes pré-existants. Elle représente un « tout » doué d'une existence propre, élaborant et intervenant en tant que totalité irréductible à la somme de ses composantes.

Les critères de fonctionnement défendus par Lénine visent précisément à fondre les cercles locaux dans un tout qui démultiplie leur capacité d'intervention et leur force.

La Centralisation des ressources et du travail décuple les moyens et l'efficacité de l'avant-garde révolutionnaire. Elle la rend apte à accomplir ses tâches de mobilisation et d'éducation politique des travailleurs, de féconder leur initiative, d'orienter leur mouvement spontané, en période de crise, vers l'épreuve de force décisive, avec le pouvoir central.

Ces critères de fonctionnement instituant la Centralisation sont simples : La sélection confère au parti une « base militante », politiquement homogène (c'est-à-dire parlant le même langage, raisonnant dans le même cadre, etc.). Cette base organisée en unités militantes sur ses lieux d'intervention élit sur critères politiques et militants, ses responsables directs à tous les échelons. Elle participe à l'élaboration de la ligne politique au cours de périodes de préparation des conférences nationales et des congrès réguliers. Dans ces périodes le parti se donne les moyens du débat démocratique. Les militants disposent longtemps à l'avance des tests d'orientation produits par la Direction. Ils ont le droit de se grouper en tendances sur des textes politiques divergents ou contradictoires, et de défendre leur point de vue dans l'organisation, ainsi que de se faire déléguer au congrès sur ces textes. S'ils représentent réellement une tendance dans l'organisation, ils ont droit à une représentation au Comité Central, proportionnellement au nombre des mandats recueillis. C'est ce que Lénine appelle « Sauvegarder les droits de la minorité ».

Mais lorsque les décisions sont prises, « la minorité se soumet à la majorité ». Chaque militant est tenu d'appliquer strictement la ligne majoritaire, de suivre les directives des organismes centraux élus au Congrès.

Démocratie ouvrière la plus large dans l'élaboration de la ligne fondée sur l'éducation politique, le droit de tendance, le respect des minorités politiques, et leur représentation dans les organismes centraux ; unité d'action la plus stricte, fondée sur la soumission des minorités à la majorité, des organismes inférieurs aux organismes supérieurs, la discipline librement consentie lorsque le débat est tranché. Tels sont les critères léninistes de fonctionnement habituellement désignés sous le nom de « Centralisme démocratique ».

Il est vrai que ces critères de fonctionnement sont plus faciles à exposer qu'à appliquer concrètement. Il est vrai que le « Centralisme démocratique » est une notion contradictoire et qu'on ne peut mettre simultanément l'accent sur le Centralisme et la Démocratie. Mais cette contradiction découle de la situation contradictoire du parti d'avant-garde dans la société capitaliste. Luttant pour la destruction du système, dans le cadre de ce système, il est déterminé jusque dans les modalités de sa lutte par les conditions que le système impose. Il est vrai enfin qu'existent les dangers de dégénérescence.

Contre ces dangers il n'existe pas de recette. Seuls, la formation politique des militants, le droit de tendance, l'éligibilité à tous les niveaux constituent des garde-fous efficaces.

Aujourd'hui sous le régime gaulliste s'opère la fusion entre les monopoles capitalistes et l'Etat. Tous les pouvoirs se concentrent au sommet de l'appareil bourgeois organiquement liés au grand capital. Le mouvement ouvrier traditionnel a sombré dans le réformisme et la collaboration de classe. Le Parti Communiste Français distille l'idéologie bourgeoise à l'usage du prolétariat, il désarme et démobilise les travailleurs ; il enchaîne les masses au Système. Dans les pays capitalistes avancés, la classe ouvrière doit affronter l'ennemi de classe puissant, expérimenté et retors, alors même que « ses » organisations sont devenues un pilier du régime. Aussi la problématique léniniste de l'organisation est plus actuelle que jamais.

Les nouvelles avant-gardes qui se constituent auraient à élaborer une stratégie et une tactique révolutionnaire. De cette stratégie et de cette tactique, elles déduiraient leur système d'organisation. Nous entendons avancer un certain nombre d'idées concernant ce système d'organisation en France dans nos prochains articles.

Ce système d'organisation ne sera pas une pâle décalque de feu le glorieux parti bolchevique. Mais il s'inspirera des mêmes principes et les actualisera.

« Rouge » N° 3 lançait le débat : « De quelle organisation avons-nous besoin ? ». « Rouge » N° 5 se fait l'écho des discussions qui ont lieu dans le Mouvement et les Cercles Rouges. Nous nous excusons auprès des camarades qui nous ont envoyé leur contribution au débat. Dans ce numéro, nous ne pouvons publier que deux textes critiques. Nous avons préféré réduire le nombre de lettres publiées, afin de les « couper » le moins possible. Le débat se poursuivra dans le prochain numéro, où nous aborderons le problème du système d'organisation adéquat à nos conditions concrètes.

# tribunes

## le parti bolchévique peut-il être considéré comme un modèle théorique ?

Ce qui distingue réformiste et révolutionnaire c'est la référence au concept de la lutte de classes. Le révolutionnaire considère en dernière instance que toute formation sociale n'est compréhensible que par référence à ce concept. Celui-ci, déterminant l'antagonisme bourgeoisie-prolétariat, est la clé de l'intelligibilité de la formation sociale capitaliste. Si le parti bolchevique était un modèle théorique d'organisation de la lutte des classes, cela signifierait qu'à tout état de cette lutte devrait correspondre un parti bolchevique. Cela est historiquement et théoriquement inexact. En effet, le concept de luttes de classes caractérise la structure générale d'une formation sociale, c'est-à-dire qu'il en permet l'analyse concrète et c'est seulement en fonction de cette analyse qu'il sera possible de déterminer l'organisation politique de la lutte.

L'organisation léniniste du parti n'est pas un modèle théorique mais une réponse historique à une situation particulière.

Ainsi, la formation sociale de la France en 1968 comme celle de la Russie en 1917, présentent un caractère identique d'antagonisme principal bourgeoisie-prolétariat, mais il est bien évident que les conditions concrètes de cet antagonisme sont différentes. C'est pourquoi nous pensons qu'être Léniniste ce serait de reprendre les questions et non pas les réponses formulées par Lénine.

### LA REPONSE DE LENINE EST-ELLE UN MODELE PRATIQUE ?

Nous disons que l'organisation bolchevique du Parti correspond aux conditions de la lutte de classes en Russie au début du siècle. Ces conditions sont telles qu'elles nécessitent (qu'elles justifient) la formation d'une avant-garde spécialisée et par là même la condamnation de la théorie spontanéiste.

1° Cette nécessité résulte du cadre historique et du niveau de la lutte révolutionnaire. La Russie est pour partie en plein développement de son accumulation primitive du capital, pour autre en pleine féodalité, les masses sont ignorantes et n'ont donc pas accès à la « connaissance scientifique » qui lui permettrait spontanément (comme les intellectuels bourgeois) d'acquérir une conscience socialiste. Dans ces conditions le mouvement ouvrier spontané, c'est le trade-unionisme, la poursuite d'un combat revendicatif sous l'aile de la bourgeoisie. Nous comprenons la séduction que pouvait entraîner sur la classe ouvrière affamée et ignorante un mot d'ordre tel « une augmentation d'un copeck par rouble vaut mieux que tout socialisme et toute politique ». Il était donc nécessaire aux bolcheviques d'introduire du dehors la cons-

science de classe avec d'autant plus d'énergie que « le mouvement ouvrier est encore dans son enfance et que pour hâter sa virilité, il doit justement se cuirasser d'intolérance » - Lénine. QUE FAIRE ?

2° A cette masse arriérée, la bourgeoisie oppose le joug particulièrement pesant de son régime politique policier ; la libération du peuple de cette oppression exige des combattants d'avant-garde et une structure organisationnelle, rigide et apte, le cas échéant, à la clandestinité...

3° L'organisation bolchevique rendue nécessaire par l'ignorance des masses et la répression policière trouve sa justification finale par la recherche de la prise du pouvoir de l'appareil d'Etat autocratique. Il s'agit de faire en quelque sorte un « putsch », c'est-à-dire mener victorieusement au combat une avant-garde prolétarienne pour détruire la forteresse de l'Etat. Une fois l'Etat bourgeois abattu politiquement, le prolétariat par sa dictature détruira l'ancien ordre économique et établira les conditions du passage au socialisme...

...Maintenant, nous disons que ce sont les conditions historiques mêmes qui ont rendu nécessaire l'organisation bolchevique qui nous permettent d'envisager sa dégénérescence.

### LA DEGENERESCENCE DE L'ORGANISATION BOLCHEVIQUE EST-ELLE AUTOMATIQUE ?

Après la victoire politique sur le régime tsariste menée par le parti, tout le pouvoir revient aux Soviets en 1917, en 21 tout le pouvoir revenait au parti, en 23 au comité central, en 24 au bureau politique, en 27 au secrétaire général.

Comment s'est opérée cette réduction d'une « organisation rigoureuse et centralisée » ?

1° Si nous refusons le recours à quelque tare mystérieuse de certains dirigeants comme faute de mieux Lénine est conduit à le faire dans son testament, force est de reconnaître que « les relations entre masse et avant-garde de type léniniste sont instituées en Russie sur le mode de la manipulation » (Rouge). Le mot manipulation est assez faible lorsque nous nous référons à l'écrasement de la commune de Cronstadt sous la haute direction du Président du Conseil Révolutionnaire militaire de la République Soviétique. (« Je donne l'ordre de préparer tout ce qu'il faut pour écraser la révolte et les révoltés par la force des armes »). Ces révoltés déclaraient : « Le parti communiste, maître de l'Etat, s'est détaché des masses et s'est montré incapable de tirer le pays du désarroi, il (le parti) ne compte plus depuis les troubles qui viennent de se produire à Pétro-

grad et à Moscou qui démontrent clairement qu'il a perdu la confiance des masses ouvrières, car il croit que ces troubles ont pour origine des menées contre-révolutionnaires. Il se trompe profondément. » La légitimité des revendications cronstadtiennes devait trouver une consécration implicite dans l'adoption de la NEP, mais les Soviétiques n'existent plus. Nous rappelons ces événements car il s'agissait d'une « base rouge » exemplaire qui s'était particulièrement distinguée lors des combats contre l'autocratie et dont la conscience de classe ne laissait aucun doute. Seul le caractère arriéré des masses devait la condamner à l'isolement et permettre ainsi au parti de la liquider bureaucratiquement.

Ce parti bolchevique fonctionnait selon le principe du centralisme-démocratique, il dégénéra par la disparition de la démocratie au profit du pouvoir central et les raisons de cette dégénérescence sont celles là mêmes qui ont imposé ce type d'organisation, c'est le faible niveau de conscience qui rend en effet nécessaire la SELECTION de dirigeants qui seuls pourront mener à bien la révolution et en même temps priver la base de toutes possibilités réelles de contestations et de contrôle. Si bien que le centralisme-démocratique qui formellement établit une TRANSMISSION DEMOCRATIQUE DU POUVOIR réalisée en fait une DELEGATION DU POUVOIR.

C'est pourquoi à moins de tomber dans le psychologisme, voire l'idéalisme moral, nous sommes obligés de constater que la dégénérescence provenait bien de la structure elle-même et non du tempérament de tel ou tel dirigeant ou l'esprit pervers de telle ou telle « clique ».

## LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE EN FRANCE

Nous ne sommes certainement pas dans les mêmes conditions que la Russie en 1917, c'est pourquoi les évocations de la « théorie » bolchevique du parti comme modèle organisationnel de la lutte révolutionnaire ne sont que phrases révolutionnaires : on reprend des mots d'ordre, des paroles et on évite ainsi de faire l'analyse de la réalité objective.

1° Dès le début du siècle en Europe Occidentale, pour les forces capitalistes « le libre exercice du pouvoir d'Etat par le jeu parlementaire était tolérable tant que les attributions de l'Etat restaient purement politiques tandis que les décisions économiques étaient du ressort exclusif des capitalistes privés ». (Impérialisme, stade suprême du capitalisme). Par le développement successif de ses contradictions, le capitalisme d'Etat prendra de l'ampleur ; l'Etat jouera de plus en plus un rôle important dans les décisions économiques majeures, à ce moment, souligne Lénine « les banques et

les trusts ne peuvent plus laisser les leviers de commande à une majorité de hasard, dominée en général par les couches économiquement les plus retardataires du capitalisme ». C'est ce qui se passe en 1958. Il ne s'agit pas de « l'instauration d'un Etat fort et une victoire du gaullisme », c'est au contraire la disparition de l'Etat politique et son remplacement par un capitalisme monopoliste d'Etat, c'est-à-dire la réunion en un seul mécanisme de la puissance économique des monopoles à celle de l'Etat. Ceci entraîne deux conséquences : la première que vous soulignez par votre refus du parlementarisme (prise pacifique de l'appareil d'Etat), la seconde c'est que le problème est en fait sans objet puisque l'Etat politique n'existe plus. La distribution du pouvoir se faisant sous un autre mode opératoire, une des raisons qui rendait nécessaire la formation d'une avant-garde spécialisée ne s'impose plus. Les conditions de lutte sont changées par la modification organique du capital.

2° De plus, nous sommes placés dans un pays où la classe ouvrière est d'un niveau idéologique et culturel bien supérieur à celui de la Russie de 17. Ce niveau a été atteint par de nombreuses luttes politiques et économiques contre la bourgeoisie et par l'inévitable éducation de la classe ouvrière par la bourgeoisie elle-même (contradictions internes. « La bourgeoisie forge elle-même des armes contre elle. » Marx). Ainsi lors du mouvement spontané de mai, la classe ouvrière n'a pas été conduite à développer des mots d'ordre trade-unioniste et c'est au contraire « l'organisation léniniste », le parti qui se montra économiste. Quant aux groupuscules, leur qualité n'apparaît qu'en fonction de la rapidité avec laquelle ils venaient rejoindre les masses en lutte et ne purent jouer leur prétendu rôle d'avant-garde que dans la juste mesure où ils abandonnaient leurs cercles spécialisés pour se consacrer au travail dans les comités d'action dont le Mouvement du 22 Mars avait fourni le modèle pratique.

3° De plus, une organisation de type bolchevique peut constituer un frein par son allure de société secrète, par sa manie de la clandestinité qui limite l'action des révolutionnaires : leur propagande, la connaissance intime des masses.

## POSONS LE PROBLEME

Il ne s'agit donc pas de vouer ni un culte à la théorie spontanéiste, ni à celle de l'avant-garde (alternative d'un autre âge) mais de faire l'effort nécessaire pour analyser la situation concrète afin de dégager le type d'organisation dont nous avons besoin pour continuer le combat...

M. W.-H. B.  
Salariés  
Professeur du secondaire

tribunes (suite)

# organisation et spontanéité : type du faux problème

Entre ces deux termes le débat ne pouvait que tourner court. Dès le titre le problème est mal posé concernant CB. L'opposition n'est pas entre la spontanéité et l'organisation. Comme le remarque l'auteur dans Rouge (sans en tirer les leçons), CB parle de minorités agissantes, d'organisations dispersées, d'une multiplicité d'avant-gardes plus ou moins organisées. « Ce que nous contestons, ce n'est pas la nécessité de s'organiser, c'est celle de la direction révolutionnaire, celle de la constitution d'un parti » CB.

L'opposition est entre : **spontanéité et parti**. Justifiant la nécessité d'un parti par la nécessité d'une organisation, l'auteur de l'article ne répond pas à CB.

## TROUVER LE CENTRE DU DEBAT ENTRE C.B. ET NOUS

(Ou les deux termes de la contradiction.)

Avant d'opposer parti et spontanéité, il fallait voir que la contradiction fondamentale entre ROUGE et CB joue autour du rôle accordé à la théorie révolutionnaire ou théorie de la lutte de classe.

Lénine dit : « la conscience politique de classe ne peut être apportée aux ouvriers que de l'extérieur, c.a.d. de l'extérieur de la sphère des rapports entre ouvriers et patrons ». C'est cette **extériorité** de la théorie révolutionnaire qui est le nœud central du débat. CB l'a vu qui écrit : « c'est cette affirmation... que nous contestons théoriquement ». Toute la critique « spontanéiste » d'une organisation guidée par une théorie révolutionnaire extérieure à la lutte économique tourne autour de cette phrase. CB, Yvon Bourdet, la revue Autogestion, l'ancien BP de l'UJCM la rejettent. Lénine en fait le point central de son raisonnement.

Le centre du débat est :

## THEORIE REVOLUTIONNAIRE ET SPONTANEITE

Lénine distingue la spontanéité révolutionnaire des masses et la théorie révolutionnaire apportée aux masses de l'extérieur (le socialisme). La fusion des deux détermine à la fois les problèmes du Parti et ceux de la Révolution.

L'auteur de l'article n'y fait aucune allusion. Il aurait du montrer que des deux termes posés par Lénine, CB nie l'un des deux (la théorie) et en tire les conséquences — dans l'analyse du mouvement de mai — dans la tactique révolutionnaire en France.

Or, si CB nie l'un des termes, l'auteur de l'article « réduit » les deux :

1° en ramenant la spontanéité de la classe ouvrière à un pur produit d'organisation, il réduit l'expérience des luttes au simple effet mécanique de la pression d'une organisation (ce qui sera montré par la suite) ;

2° en réduisant l'exigence théorique à l'exigence organisationnelle, partageant ainsi l'erreur de CB.

L'article reste donc enfermé dans les équations qu'il qualifiait au départ de métaphysiques et se borne à les inverser (ceci malgré la juste remarque ; l'organisation n'est que l'instrument d'une stratégie politique).

## LA REPONSE A C.B.

C.B. fonde sa thèse anti-parti sur :

1° l'analyse concrète et historique des « péchés » des partis ayant existé ;

2° l'analyse des méthodes d'action concrètes (action exemplaire, réaction en chaîne...) illustrée par une analyse de mai.

L'auteur de l'article se place en position de faiblesse car il ne répond à aucune de ces deux analyses et n'en prend que les conclusions pour les contester dogmatiquement. La seule analyse « concrète » de l'article est la description de la dégénérescence d'une organisation (22 mars).

## LA REFERENCE A LENINE

Pour l'auteur de l'article, la spontanéité est toujours « effet de la pression d'organisation » (cf paragraphe « spontanéité et marxisme ») : l'organisation bourgeoise donne une spontanéité des masses trade-unionistes — l'organisation révolutionnaire (parti) donne la spontanéité révolutionnaire.

ils en profiteront  
pour lire  
" Mai 1968  
une répétition  
générale "

Les auteurs : Daniel Bensaid et Henri Weber étaient membres du Bureau National de la J.C.R., organisation dissoute par le décret du 12 Juin 1968.

Groupes de diffuseurs de « Rouge » : Pour toute commande, écrire aux Editions François Maspero, 1, place Paul-Painlevé, Paris-5<sup>e</sup>.



Photo Lila Kagan.

Outre ce parallélisme discutable, la classe ouvrière semble être ici considérée comme une cire molle à laquelle les sacro-saintes organisations impriment une « spontanéité » bourgeoise ou révolutionnaire. N'existe-t-il pas une spontanéité révolutionnaire des ouvriers qui ne soit pas l'effet de l'organisation et en fonction de laquelle se construit l'organisation révolutionnaire ?

La spontanéité des ouvriers n'est pas nécessairement économique (trade-unionisme) elle fait de la « politique » un « besoin vital » du prolétariat. Souvent Lénine la nomme « **instinct de classe** ».

C'est dans cet instinct de classe que le parti d'avant-garde trouve son fondement. Le parti « guide » cet instinct de classe (ce que nie C.B.). Mais au nom de quoi ? Au nom de la nécessité d'une organisation comme le suggère l'article ? non, ce serait précisément retourner en rond : la justification d'une organisation n'est pas qu'il y a besoin d'une organisation.

Lénine raisonne différemment : ce qu'il met à côté de la spontanéité ouvrière, à l'extérieur, c'est la théorie : « Pas de parti d'avant-garde sans théorie d'avant-garde ». Le plan de « Que faire » n'est pas dans l'énumération des principes élémentaires et techniques de l'organisation en tant qu'organisation, Lénine suit une progression très claire :

1° nécessité d'une théorie ;

2° nécessité d'une stratégie ;

3° en conséquence et en conséquence seulement : définition technique de l'organisation exigée par la théorie et la stratégie.

Ce plan n'est pas formel, il exprime les étapes de la constitution du parti russe (lutte des cercles marxistes contre le populisme — de la vieille Iskra contre l'économisme — du bolchévisme contre le menchevisme à partir du II<sup>e</sup> congrès).

Pour nous la théorie consiste à faire l'analyse de la lutte des classes en France à l'étape actuelle du développement du mouvement révolutionnaire — national (après mai et à la lueur de mai) — international.

La stratégie qui en découle devra définir les forces sociales déterminantes, les alliances possibles et les tâches qui commandent le mouvement révolutionnaire. Il est clair que sans approfondir par l'étude et l'expérience politique — pratique de masse — ces deux points, il devient impossible de parler concrètement des formes d'organisation (si on veut du type de centralisme démocratique : quel terme de cette contradiction privilégié) que doit avoir de futur parti. C'est sauter pieds joints sur l'essentiel.

## L'EXPERIENCE DE LA LUTTE DES CLASSES EN FRANCE :

L'expérience des masses, c'est la crise de mai, non la lecture de Lénine. L'analyse de cette expérience pourra nous persuader de la nécessité d'un parti révolutionnaire d'avant garde. Il ne suffit pas d'en garder la mémoire (« extraordinaire maturité politique, la fécondité, le dynamisme des mouvements spontanés de mai »), il faut s'y arrêter. Quelle est cette spontanéité de mai, celle que C.B. désigne globalement comme vertu de « l'action exemplaire » — en quoi l'action des étudiants fut-elle exemplaire ? La taxer de détonateur au détour d'une phrase ne permet pas d'en tirer les leçons. Il fallait préalablement chercher à en clarifier la fonction :

- comme mode d'action non intégré (contestation violente de la bourgeoisie et de son idéologie) ;

- comme mode de décision non bureaucratique (ébauche de fonctionnement plus ou moins « soviétique ») ;

- comme embryon de théorie révolutionnaire formulée (mots d'ordre, discours, journaux, tracts...) ;

- comme perspective incarnée de transformation totale de la société : fusion dans un même combat (plus tard dans une même gestion de la société) des ouvriers et des étudiants.

1° Si on admet cette hypothèse, on peut essayer de montrer que la spontanéité de mai porte en elle la possibilité d'un parti d'avant garde qui dé-

velopperait et approfondirait la rencontre des étudiants révolutionnaires — porteurs du socialisme — intervenir de l'extérieur dans la relation ouvriers-patrons. Ceci permettant de cerner le rôle des étudiants révolutionnaires dans la constitution du futur parti, lieu de leur fusion avec le prolétariat organisé.

2° Un certain nombre d'obstacles contribuèrent à bloquer le mouvement révolutionnaire en mai :

- la séparation subsistante entre l'ensemble des ouvriers et les étudiants révolutionnaires, séparation cultivée par le PCF et la CGT... ;

- la séparation Paris-Province ;

- la séparation ouvriers-paysans.

Montrer la nécessité d'un parti, c'est montrer comment un parti révolutionnaire est utile — voire indispensable — pour franchir ces obstacles.

3° La lutte nécessaire sur trois fronts définit le parti révolutionnaire :

- le front théorique, dans l'élaboration et la défense d'un programme d'avant garde né de la critique de l'expérience historique et présente du mouvement ouvrier en France et dans le monde entier ;

- le front politique, dans l'élaboration d'un plan stratégique du mouvement révolutionnaire : définition des forces en présence — bourgeoise et révolutionnaire — des limites et des possibilités de la réaction bourgeoise, des formes d'action et des systèmes d'alliances révolutionnaires (pb des classes intermédiaires en France après l'expérience de mai) ; délimitation ainsi du terrain et des étapes de la lutte pour la conquête du pouvoir ; — le front économique : cerner le rôle joué en mai par les organisations de la classe ouvrière (syndicats) et en tirer les conséquences, approfondir les contradictions de classe par la mise en avant de revendications transitoires... **Le but du parti doit être de coordonner ces trois fronts vers un but unique : la révolution.**

4° De ces analyses, seules se déduira la nature du parti, son « centralisme démocratique », ou plus exactement son degré de centralisme et son degré de démocratie : car la justesse n'est pas dans le juste milieu.

Le terme donné entre parenthèse dans l'article n'est pas une garantie antibureaucratique. La démocratie est la nécessaire expression de la spontanéité des masses, c.a.d. de leur expérience révolutionnaire. Le centralisme (direction et coordination des luttes) varie en fonction de cette expérience et de la nature du combat envisagé.

Les développements de cette analyse et de cette expérience détermineront les étapes de la construction du parti révolutionnaire. Aucune position figée, préalablement à ceux-là, n'est acceptable.

Cercle Rouge 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>

REVUE

# Quatrième Internationale

AU SOMMAIRE  
DU NUMERO DE NOVEMBRE :

Tchécoslovaquie, premier bilan, premières leçons.

Amérique latine 1968 :  
Le journal de « Che ».  
La crise en Bolivie.  
Comment débuta la répression au Mexique.

Leçons de la guerre israélo-arabe.

Les livres - Comment la révolution s'est armée.

Etc.

LE NUMERO : 5 FRANCS

Commandes à : C.C.P. Pierre FRANK  
12648-46 Paris  
95, faubourg Saint-Martin - PARIS (10<sup>e</sup>)

# lisez diffusez soutenez rouge



ROUGE se propose de regrouper les militants de Mai qui, face à la répression et devant l'ampleur des tâches qui leur incombent, ont compris la nécessité de l'organisation. Tissant un réseau de correspondants, de diffuseurs, de lecteurs, ROUGE est l'organisateur collectif des militants qui ont pour but la construction d'un parti révolutionnaire.

ROUGE se propose, par la discussion large de tous les problèmes du mouvement ouvrier, par l'analyse des luttes ouvrières et l'étude des mots d'ordre qui en surgissent, de participer à l'élaboration du programme de lutte et à l'enrichissement de la théorie marxiste, faute desquels le mouvement de Mai ne saurait trouver son second souffle.

Parce que la révolution dont nous sommes les militants n'est pas nationale mais internationale, parce que les expériences de luttes révolutionnaires dans le monde se fécondent mutuellement, ROUGE fait connaître l'état, les idées, les formes organisationnelles des nouvelles avant-gardes qui surgissent au Japon, en Europe Occidentale, en Amérique latine, aux Etats-Unis, dans les démocraties populaires. ROUGE pose le problème de l'organisation internationale dont nous avons aujourd'hui besoin.

ROUGE paraît tous les quinze jours

Modalités d'abonnement : pour 6 mois, 13 F.  
pour 1 an, 25 F.  
abonnement de soutien, 50 F.

Tout versement de fonds : - ROUGE journal d'Action Communiste -  
C.C.P. Paris 25 043 88.

Toute correspondance : - ROUGE -, B.P. 201, Paris-19<sup>e</sup>.

Pour se faire connaître, ROUGE n'a fait de publicité que par voie d'affiches. Or, une affiche se colle, et, pour la coller, il faut un militant au moins ; il n'y en a pas partout, hélas. Lecteur, voici quelques moyens d'aider ROUGE à élargir son audience :

— chaque fois que tu passes devant un kiosque, un marchand de journaux, arrête-toi si tu en as le temps, demande ROUGE et, s'il n'est pas affiché, fait en sorte qu'il le soit.

— si ce débitant est démuné de ROUGE, qu'il n'en reçoive pas ou qu'il ait été dévalisé, laisse des exemplaires en dépôt si tu estimes que le point de vente est intéressant.

— si tu disposes d'un seau, d'une brosse, de colle Rémy et de loisir mais pas d'affiches, écris-nous pour en avoir, ou bien, profitant des leçons de la Révolution Culturelle, fabrique toi-même des affiches murales.

Depuis le numéro 4, les N.M.P.P. diffusent 15.000 exemplaires — au lieu de 10.000 précédemment. Leur système de répartition est encore imparfait : lecteur, c'est un devoir militant que d'aider à l'améliorer.

# grève à la cello-mantes

## LES MASSES NE CEDENT PAS A LA PROVOCATION

Les travailleurs de la **Cellophane** de Mantes n'ont pas coutume de se laisser marcher sur les pieds. Organisés fortement en syndicat, ils ont à leur actif 22 grèves en deux ans. Or, depuis le mois de juin, la direction, qui dépend du trust Rhône-Poulenc, semble décidée à briser l'unité ouvrière et à reprendre en main la situation.

La direction prit prétexte d'un cambriolage qui eut lieu dans la nuit du 20 au 21 octobre, pour faire fouiller le lundi 21 au soir tous les ouvriers de l'usine. Comme on découvrit une sangle usagée qui sert au conditionnement de certains produits (valeur à l'état neuf : 10 francs) dans le coffre d'un délégué syndical (C.G.T.) particulièrement dynamique, et de plus ouvrier irréprochable depuis 20 ans, l'occasion était rêvée pour se lancer dans une grande offensive anti-syndicale. Licencié pour vol et complicité dans le cambriolage (1) à la suite d'un odieux chantage auquel le camarade refusa de céder !

Sur le champ l'usine se met en grève. Celle-ci est totale et les équipes ne se présentent pas le soir. Le mercredi 23, alors que les délégations syndicales se rendent à la direction parisienne, la direction locale décide le « lock-out ».

A une manifestation qui se tient immédiatement, on apprend le licenciement d'un nouveau délégué C.G.T. pour propos injurieux, alors que

la direction et la maîtrise ne cessent de traiter les ouvriers de « fainéants, voyous, voleurs ».

## DURCIR ET ETENDRE LA GREVE

Le jeudi un autre délégué C.G.T. est licencié pour les mêmes raisons, à la suite d'un meeting de rue où il avait pris la parole. A ce meeting des délégués de Bezons apportent le soutien des travailleurs de la Cello-Bezons. Le vendredi 25, nouvelles charrettes : deux ouvrières C.G.T. sont renvoyées, toujours pour le même motif. La grève est alors unanime ; personne ne se présente aux convocations individuelles, et des représentants de Mantes, vont tenir des meetings aux usines de La Celle à Beauvais et à Dieppe où des débrayages et des grèves de solidarité s'organisent. A partir du 27 octobre, alors que le délégué principal du personnel (C.G.T.) est renvoyé à son tour, la grève prend une telle proportion que l'on s'attend à chaque moment à une généralisation dans la région.

L'offensive patronale s'y fait en effet sentir dans toutes les entreprises, et le souvenir de l'échec de la grève de Bezons, à la mi-septembre (cf. « Rouge » n° 2), a un rôle stimulant ; on se dit que cette fois sera la bonne.

Une grève dans une usine comme la Cellophane est extrêmement coûteuse pour le patronat. L'utilisation de produits très corrosifs dans les tuyauteries, la nécessité d'assurer un nettoyage permanent, l'usure très rapide du

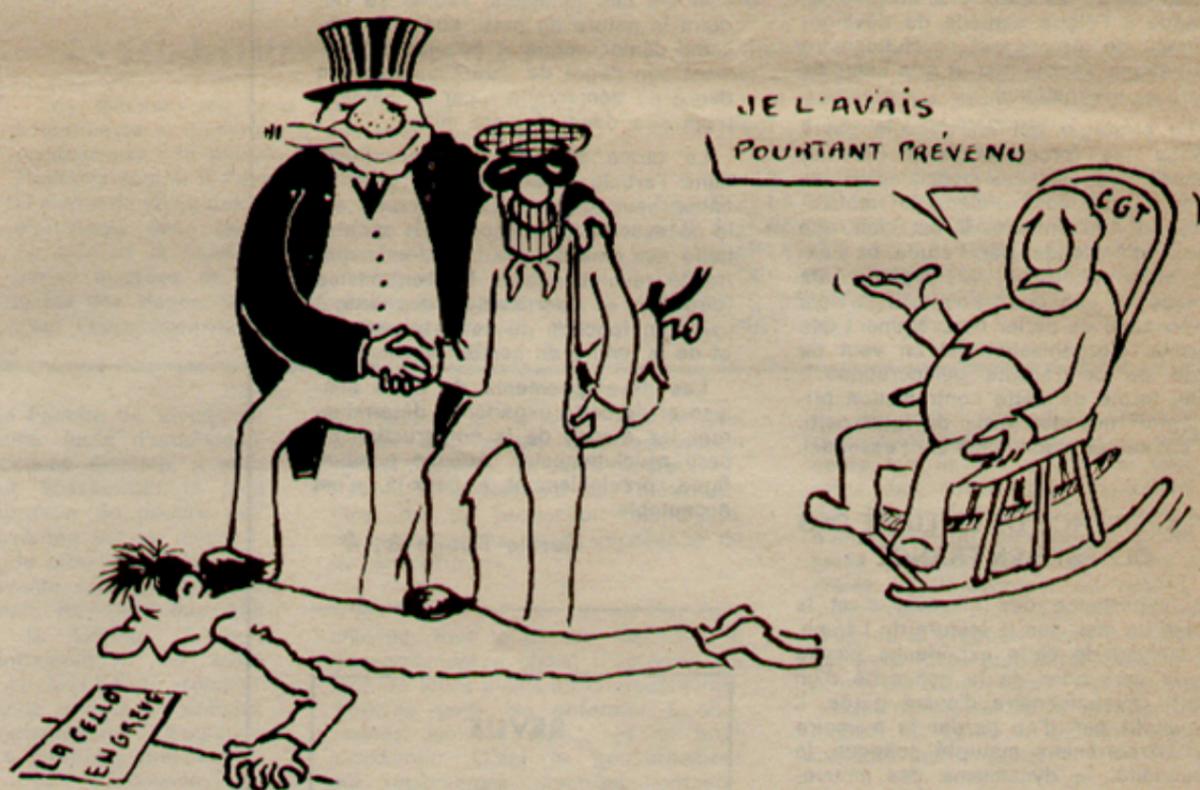
matériel qui ne fonctionne pas, tout cela se traduit par un arrêt effectif de la production d'une semaine, pour un jour de grève.

## LA C.G.T. ENTRE LA MASSE ET LE PATRON

Or, la C.G.T. ne lance aucun appel aux entreprises en dépit des messages et des débrayages de solidarité de Beauvais, des Ciment Lafarge, de la masse des travailleurs de Mantes. La C.G.T. ne se sert pas de la grève comme arme offensive, mais comme simple atout dans les discussions permanentes qu'elle mène avec le patronat.

A aucun moment n'est formé un comité de travailleurs en grève, élu. Arrivé au dixième jour de grève et devant l'alternative : renforcer et étendre le mouvement, organiser les travailleurs en comités de grève, de surveillance, etc., et briser l'offensive de la direction, ou bien faire cesser le mouvement en l'absence de perspectives et par peur des débordements, la C.G.T. choisit la deuxième solution. La grève cesse le jeudi 31.

Les six meilleurs responsables C.G.T. licenciés, 10 jours de grève unanime une défaite cuisante. Voilà comment se traduit la politique des dirigeants de la C.G.T. De cette politique, la C.G.T. est la première à payer les pots cassés. Mais à travers elle c'est la cohésion de la classe ouvrière qui est menacée.



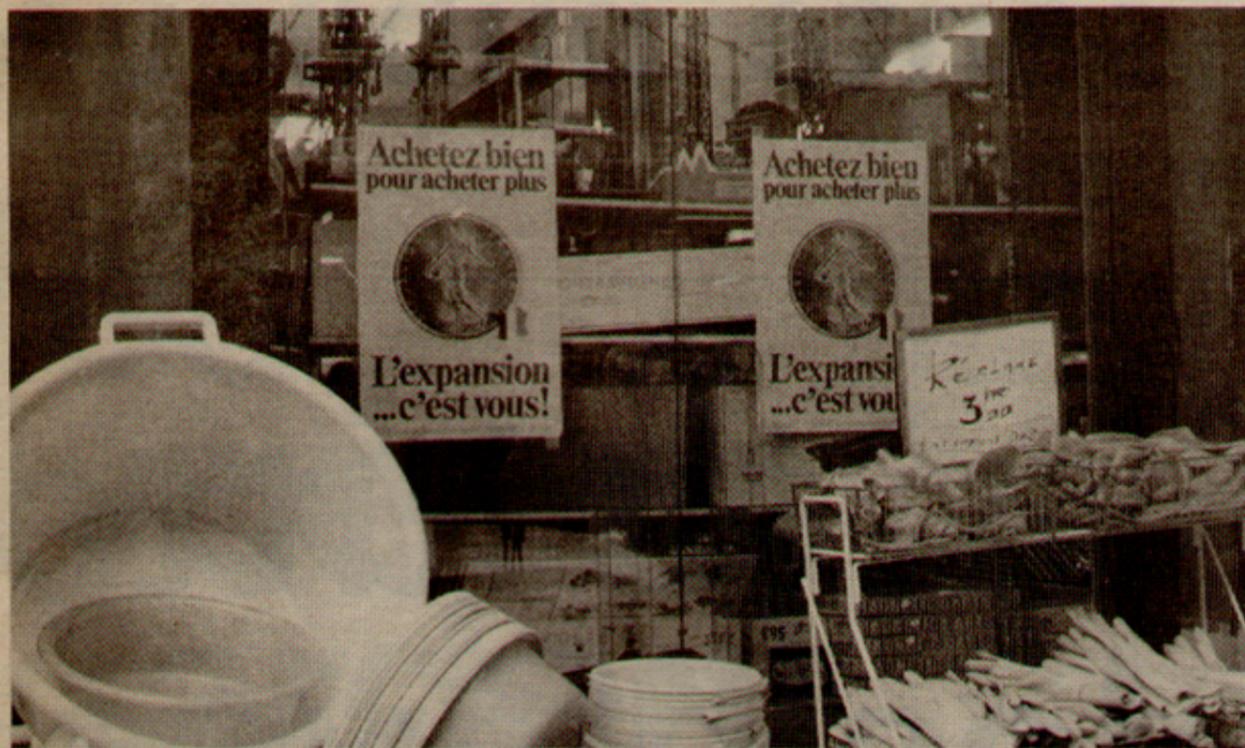
# Mao 2, le nouveau virus de la grippe attaque la France

Mao 2 attaque la France, « ayant franchi la grande muraille de Chine, le barbare s'est arrêté à Hong Kong où ses méfaits ont été aussi nombreux que ceux des gardes rouges un jour de manifestation à Pékin. De là par la voie des airs il a atteint l'occident et, déjà il a mis sur le flanc 200.000 Romains. A notre tour de l'attendre d'un pied fort peu ferme. » (France Soir 5/11/68).

Innocente plaisanterie ? manifestation sympathique de l'esprit gaulois Voire. S'assimilant les techniques publicitaires éprouvées, la propagande politique a fait d'énormes progrès depuis l'entre-deux guerres. Plus besoin d'un lourd appareillage conceptuel, empilant arguments et analyses. On se contente désormais d'une simple association : Mao = Virus et on compte sur les préjugés préexistants (le péril jaune, la peste rouge) ainsi rétablis.

Face à cette propagande souriante, insidieuse, pourquoi les militants révolutionnaires ne retourneraient-ils pas les mêmes armes ?

Si vous avez un mal blanc appelez-le De Gaulle 68 ; si vous avez la colique, appelez-la Nixon.



## que reste-t'il aujourd'hui des augmentations de salaires acquises en mai?

Nous l'avions annoncé dans nos précédents numéros (n° 1 et n° 4), l'entreprise de récupération par la bourgeoisie des « acquis de mai » devait s'appuyer principalement sur la hausse des prix des biens et des services. Les faits confirment, et bien au-delà de ce que l'on pouvait imaginer, cette prévision.

L'indice des 259 articles qui mesure l'évolution du coût de la vie a progressé depuis le mois de mai au rythme annuel de 6,5 %. Depuis 1964, il n'avait pas dépassé 3,2 %.

L'accélération du coût de la vie s'intensifiera encore dans les mois à venir. Toutes les prévisions officielles le montrent. On est maintenant en droit de se demander, non plus si les acquis de mai seront rapidement épongés, ce qui est une certitude, mais simplement si l'on n'assistera pas bientôt à une détérioration des revenus réels à un point tel qu'on pourra parler de régression par rapport à la situation qui prévalait avant le mois de mai.

En effet, plusieurs facteurs jouent actuellement à la hausse ; et ce ne sont pas toujours ceux que l'on pourrait imaginer :

1 - dans le secteur des grandes entreprises modernes, les prix n'augmentent pas très rapidement. D'une part la concurrence internationale joue et la récupération se fait plutôt par l'augmentation des cadences et des rationalisations, d'autre part le gouvernement qui ne veut pas voir se développer l'inflation contrôle avec une certaine efficacité les prix pratiqués par ces entreprises. Naturellement en contrepartie de leur « bonne volonté » les entreprises en question reçoivent force subventions et ristournes fiscales que personne ne contrôle (elles sont discutées cas par cas directement avec le ministère des Finances sans que s'exerce le contrôle parlementaire...). Nous reviendrons une autre fois sur ce très intéressant sujet.

2 - Dans le secteur des petites et moyennes entreprises, le gouvernement se trouve placé devant une contradiction : ou il fait respecter les prix mais alors il risque d'éliminer ces entreprises qui ne peuvent en général pas supporter les augmentations de coût, ou alors il est libéral au sujet des hausses de prix. Dans un cas, on provoque des fermetures et un accroissement du chômage, dans l'autre on laisse l'inflation se développer. Actuellement on assiste aux deux phénomènes, « la doctrine » du gouvernement, entre le chômage et l'inflation n'étant pas encore bien précisée !

3 - Dans le secteur où il n'existe aucun moyen de contrôle efficace des prix et où la concurrence n'exerce que peu de pression, les hausses sont effrénées : il s'agit principalement du secteur artisanal... lequel, contrairement à ce que l'on croit trop souvent joue un très grand rôle dans l'indice du coût de la vie. Ainsi, les plombiers, les peintres, les menuisiers, les électriciens, les restaurants et les hôtels s'en donnent à cœur joie. Les hausses dans certains cas atteignent plus de 25 % par rapport au niveau des prix d'avant mai. Pourtant, ces catégories peuvent difficilement invoquer des augmentations de salaires pour élever leurs prix... L'explication est simple : dans le mouvement de hausse, ces catégories sociales en profitent pour transférer sur le consommateur les hausses de prix des produits entrant dans leur fabrication ou service et au passage prendre un supplément de bénéfice...

Au total, cela nous fait des hausses dont le rythme tend à s'accroître, particulièrement dans les secteurs touchant directement les budgets ouvriers tels que les services et l'alimentation. Les « acquis de mai » sont bien dépassés ou en voie de l'être, il faudra bientôt penser aux « acquis de novembre »...

## les communistes (d'andrieu) ou la révolution

« Le "gauchisme" n'est pas né en 1968 au cours de la révolte universitaire. Encore qu'il ait connu à l'heure actuelle une nouvelle flambée qui risque d'ailleurs de ne pas s'éteindre de sitôt. » René Andrieu.

On attendait avec un certain intérêt « les communistes et la révolution » du rédacteur en chef de « L'Humanité ». Le sujet était brûlant et Andrieu passe pour être le plus présentable des dirigeants communistes — il est capable de ne pas annoncer un texte préparé par d'autres et on le dit doté secrètement d'une grande ouverture d'esprit. La radio, la télévision et la grande presse s'emparèrent de lui vouant son œuvre à une carrière prometteuse. Las ! il faut se résoudre à cette triste conclusion : cette œuvre n'existe pas ! Julliard a bien édité un livre cartonné dont la couverture glacée arbore le titre prévu au-dessus de deux drapeaux rouge et tricolore fraternellement croisés.

Mais un livre ne fait pas une œuvre.

309 pages sans une idée propre à l'auteur, sans même une originalité de style. Tout adhérent du P.C.F. lisant quotidiennement « L'Humanité » et même tout auditeur régulier de Radio-Luxembourg connaît par cœur « Les communistes et la révolution ».

Ses thèses sempiternelles du P.C.F. sur l'union des gauches, le programme commun, l'amour de la patrie, le dégoût de la violence, le respect de l'ordre républicain, y sont pesamment égrénées. On en vient à regretter Garaudy ! Certes Roger Garaudy ne brille pas par l'originalité de la pensée mais il lui arrive de présenter d'agréable façon ce que d'autres ont élaboré qui ne siègent ni au B.P. ni au comité central. Nous défions quiconque de déceler dans le livre d'Andrieu une seule affirmation qui n'ait été développée avec le même style bêtifiant dans un des textes sacrés du P.C.F.

De la révolution, notre auteur ne parle guère que dans son titre sauf pour nous expliquer que depuis la Commune (et encore...) la situation n'a jamais été révolutionnaire en France et qu'on a donc tort de reprocher aux communistes la pratique de la politique du pire.

Nous ne pouvons résister à l'envie de mettre sous les yeux du lecteur le passage où notre professeur en révolution rappelle à quelles occasions le P.C.F. tenta d'arracher la gauche non communiste à l'emprise réactionnaire, et quelle médecine il utilisa :

« Non seulement il (le parti communiste) participe au gouvernement de la libération — alors que cer-

### CORRESPONDANTS OUVRIERS

Dans vos envois, expliquez les modalités concrètes par lesquelles s'exerce l'exploitation patronale...

Relatez les faits de résistances ouvrières...

Informez les militants sur la ligne et la pratique des organisations syndicales.

Envoyez des correspondances précises et documentées avec si possible photos et illustrations.

B.P. 201 Paris 19<sup>e</sup>  
« ROUGE »

## grève à la s.n.c.f.

Les « roulants » de tous les dépôts S.N.C.F. de la région méditerranéenne se sont mis en grève le 4 novembre. La raison principale de cette grève, est une protestation contre les sanctions préparées par le gouvernement à l'encontre des grévistes du 22 octobre dernier. Ces grévistes (« roulants » de la banlieue Sud-Ouest de Paris et de la région d'Avignon) avaient — ô scandale ! — déclenché leur mouvement sans communiquer le préavis légal de cinq jours. Par leur action du 22 octobre les roulants ont montré ce qu'ils pensaient de ce type de « participation » qui consiste à respecter « les règles du jeu » fixées par l'ennemi de classe et, en particulier à l'avertir à l'avance qu'il va être attaqué. Par leur réaction du 4 novembre, les « roulants » de la région méditerranéenne montrent à leur tour qu'ils ne sont pas prêts à accepter la répression de « l'Etat-patron ».

## la lutte des élèves- infirmières

tains esprits délicats lui reprochent alors ses appels pour l'augmentation de la production nationale — mais encore il vote pour Pierre Mendès France en juin 1954 lorsque celui-ci est choisi en quelque sorte comme le syndic de faillite de la guerre d'Indochine. Il avait fallu pour cela Dien-Bien-Phu hélas ! Il vote en janvier 1956 pour le gouvernement à direction socialiste avant que celui-ci ne s'enlise dans la poursuite de la guerre d'Algérie et il va même dans le soutien jusqu'à l'extrême limite du possible. Malgré son opposition résolue au régime actuel, il répond oui sans hésitation au référendum d'avril 1962 consacrant l'indépendance algérienne. Il décide de ratifier, à la veille même de l'élection présidentielle de 1965, les accords pétroliers franco-algériens — alors que la gauche non communiste croit devoir s'abstenir — et il n'hésite pas davantage à soutenir le retrait de la France de l'organisation militaire de l'O.T.A.N. Pour s'en tenir à quelques exemples particulièrement importants ou significatifs » (pages 68-69).

Bien entendu en mai 1968, le mouvement populaire ne s'est pas développé à cause du « refus de la fédération de la gauche de négocier un véritable programme commun » mais tous les espoirs sont permis si la S.F.I.O. parvient à « renoncer à la collaboration de classe avec la grande bourgeoisie pour se tourner résolument vers l'alternative socialiste ».

Notre théoricien qui s'appuie sur les témoignages directs de Robespierre, Alain, Romain Rolland, Aragon, Maurice Duverger et Suétone, se déclare rationaliste (la nationalisation des grands monopoles répond « à la logique ») et, sans doute influencé par ses récentes émissions radio-télévisées, nous annonce que le socialisme « est la seule solution humaine, raisonnable, moderne pour construire la France de l'an 2000 ».

Pourquoi donc avoir écrit cet opuscule ? Si vraiment Andrieu avait voulu aider les militants ouvriers, aurait-il pris la peine de polémiquer de la page 193 à la page 216 avec de Gaulle pour prouver que le P.C.F. est meilleur patriote que lui. On aurait préféré moins de discrétion sur les accords de Grenelle, le mot d'ordre tardivement lancé de « gouvernement populaire » et les comités devant y appeler dont l'existence fut aussi éphémère que celle d'un papillon, l'audience très particulière acquise par l'U.E.C. chez les étudiants, la façon dont le P.C.F. s'y prendra pour réaliser son programme lorsque le suffrage universel aura donné la majorité aux partis se réclamant du socialisme.

La fonction de René Andrieu est de faire apparaître le P.C. comme un partenaire sympathique, modéré et acceptable à ses alliés bourgeois de la fédération. Il ne suffisait pas qu'il soit télégénique, il fallait encore qu'il publie (et pas aux Editions Sociales...). Le drame du P.C.F. est que même lorsqu'il veut séduire il ne peut qu'affliger. Sa sclérose intellectuelle et la crainte de faire une embardée hors de la ligne sont telles qu'un ouvrage doit être insipide et inutile pour avoir l'imprimatur.

A moins qu'Andrieu ne soit un gaulliste pratiquant une forme particulièrement réussie d'« entrisme » et que pour assurer le succès des « groupuscules » il ne contribue avec les moyens qui lui sont propres à dégoûter du P.C.F. ceux qui s'interrogent encore sur ses capacités révolutionnaires.

### I. — L'INFIRMIERE

Dans un service hospitalier, le rôle de l'infirmière est à la fois considérable et extrêmement limité. Maillon entre la connaissance théorique détenue par le médecin et son application pratique au diagnostic ou au traitement, elle exécute fidèlement les ordres et les prescriptions qu'elle reçoit. Son travail se traduit par la répétition lancinante des mêmes gestes — injections, pansements, distribution des médicaments, prise de tension, nettoyage des instruments ou des malades. Il représente concrètement un ensemble de techniques apprises ou le plus souvent acquises par la routine et les habitudes du service et se situe dans un champ limité de compréhension et de connaissances. Rarement l'infirmière sait comment une intervention s'intègre dans le long processus qui va du diagnostic à la guérison ou à la mort. Rarement elle conçoit les conséquences bénéfiques ou non, les complications et toutes les éventualités auxquelles son geste peut aboutir. Rivée aux malades dont elle ne connaît pas les lésions et les problèmes, elle apporte les soins sans avoir la moindre possibilité d'élargir son champ théorique ni par l'enseignement en salle, ni par la discussion des dossiers : sa situation même l'en empêche. Quant aux connaissances empiriques que de longues années de soins et de gardes ont permis à l'infirmière d'acquérir, personne ne leur reconnaît la moindre valeur.

Toujours servir et ne jamais comprendre : la contradiction est lourde à supporter. Ainsi, le système a-t-il forgé pour se perpétuer un ensemble de moyens coercitifs qui s'appuient sur cette division artificielle du travail, la parcellisation des tâches et la différenciation des connaissances — Il se traduit par une hiérarchie rigide farouchement attachée à ses prérogatives et par le maintien de rapports d'autorité de type militaire.

### II. — UNE UNITE DE PRODUCTION

La hiérarchie est d'abord administrative. La surveillante, la surveillante générale et le chef du personnel respectivement exercent un contrôle continu et étouffant : pointages - ordres - notes - vérifications - rapports etc. Toute velléité est refoulée. La paperasserie administrative est intarissable : tout est écrit, le moindre geste, le moindre faux pas, la moindre minute de retard. Les jours de repos, les horaires, les vacances sont arbitrairement imposés.

La soumission au médecin est plus incidieuse, masquée par la « compétence » de ce dernier, en réalité, en rapport avec le rôle d'exécutant discipliné de l'infirmière et le respect, dû dans notre société à un « supérieur » plus diplômé, bien qu'il exige souvent un travail qu'il ne connaît pas lui-même.

Ainsi l'infirmière exécute des ordres (prescriptions), est soumise aux cadences (horaires - nombre de malades) et au contrôle du contremaître (surveillante). Son travail fractionné se limite à la reproduction de gestes identiques et automatisés : Comme l'ouvrier sur une chaîne de production, elle ne saisit pas la totalité du processus dans lequel il s'inscrit et on s'ingénie à lui masquer la fonction sociale qu'il remplit.

L'hôpital n'est pas un îlot en marge de la société, régi par des lois différentes comme voudrait le laisser croire les moralistes vertueux qui véhiculent depuis des décennies l'idéologie dominante sous couvert d'une hypocrisie éthique médicale. Non, les rapports de production se retrouvent là comme ailleurs, mais là, plus qu'ailleurs peut-être, ils doivent être soigneusement masqués, car la fonction sociale de l'hôpital est monstrueusement invouable. C'est pourquoi, l'infirmière ne doit à aucun prix comprendre le rôle qu'on lui a fait jouer. C'est pour qu'elle l'accepte sans rechigner qu'on l'écrase en permanence sous les principes idéologiques qui datent de l'époque de Saint-Vincent de Paul — dévouement, abnégation, vocation etc. On va même depuis peu, il est vrai, à l'aide d'une phraséologie moderniste lui laisser croire qu'elle est partie intégrante de l'équipe médicale. En réalité, dans les écoles, on la prépare activement et sournoisement à subir la contradiction fondamentale qui est celle de tous les travailleurs : être à la fois un producteur indispensable et un exécutant servil.

### III. — LES ECOLES D'ELEVES INFIRMIERES

L'école d'élèves infirmières est une école d'apprentissage. Elle recrute essentiellement les filles de la classe ouvrière. Là encore, le cloisonnement des classes sociales est étanche : de la même façon que la mécanique pour un fils d'ouvrier c'est être mécanicien et pour un fils de bourgeois c'est devenir ingénieur. La médecine pour une fille d'ouvrière, c'est être infirmière, pour une fille de bourgeois, c'est devenir médecin. Pourtant passer l'école d'E.I. est souvent considéré comme une promotion sociale ; cela est relativement accessible : les études ne durent que deux ans et sont beaucoup moins coûteuses que d'autres.

En fait, l'enseignement y est dramatiquement débilé. Répandant aux impératifs de toute école d'apprentissage du système capitaliste, elle doit donner dans un court laps de temps les rudiments nécessaires à l'exécution de tâches précises ordonnées par d'autres : elle dispense une connaissance pseudo-médicale au rabais, ne constituant en aucune façon une habile synthèse utilisable pratiquement et permettant ultérieurement d'approfondir, mais au contraire un éparpillement de résumés indigestes de maladies ou d'affections courantes.

Le travail pratique devrait se faire en principe au cours de stages dirigés par une monitrice au lit du malade. En réalité, ces stages obligatoires permettent à l'administration de disposer d'une main d'œuvre à bon marché — soit pour effectuer tous les travaux pour lesquels on ne dispose pas de personnel (faire les lits, porter les tubes d'urines au laboratoire, accompagner le malade à la radio et l'y attendre toute la matinée dans le couloir etc.) — soit pour remplacer les infirmières diplômées en nombre insuffisant.

Par conséquent, l'école, non seulement ne fournit pas l'enseignement diversifié et polyvalent nécessaire à l'élève pour s'intégrer à l'équipe médicale et suivre une vie professionnelle ouverte, mais encore, elle participe directement à l'exploitation d'une main-d'œuvre « bouche-trous » et sans défense, attachée en outre à l'administration par des contrats honteux que l'élève est obligée de signer lors de son entrée à l'école.



La seule chose qui est enseignée sans ambiguïté, c'est servir. Servir devient rapidement un geste routinier, automatique, parfaitement assimilé : on court chercher un dossier ou une radio, on tend le plateau ou les compresses, on prépare la seringue ou le haricot. Une bonne élève est une élève qui sert bien !

Faire admettre aux élèves l'absence d'enseignement réel, une exploitation sans vergogne et un rôle de serviteur docile ne peut se concevoir qu'en fonction d'un certain rapport de force. L'administration veille à ce que celui-ci lui soit toujours largement favorable. Elle s'appuie sur trois piliers — une discipline féroce, un isolement total, une pression idéologique considérable assumée par la directrice et la plupart des monitrices.

L'école est une caserne — parfois installée dans les sous-sols comme à Lariboisière — La vie y est régie par le règlement strictement appliqué (horaires rigides - tenue vestimentaire et attitudes contrôlées - appels et pointages maniaques - surveillance incessante - couvre feu et visite des chambres s'il s'agit d'un internat).

Les relations pédagogiques se réduisent à leur expression la plus simple: il s'agit d'apprendre (par cœur de préférence) de réciter, d'être notée et de passer des compositions. En outre il faut obéir, demander des permissions (pour aller à la cinémathèque par exemple) ne jamais réclamer et toujours se taire. Un tel programme est épuisant : il ne reste pas un minute dans la journée pour le plus petit embryon de vie privée. Les réunions entre élèves sont quasiment impossibles, les discussions inexistantes. Rares sont celles qui font entrer sous le manteau des journaux ou des livres « non-conformistes ».

Les élèves vivent ensemble mais ne se connaissent pas. Chacune reste isolée avec ses problèmes (ce n'est plus tout à fait vrai depuis mai) et l'école d'elle-même est coupée de toute relation avec l'extérieur. La directrice seule maître après Dieu, à bord de l'établissement impose et renforce entre elle et les élèves des rapports de mère Supérieure à nonnes. Elle s'arroge tous les droits, pénètre insidieusement dans la vie privée sous prétexte de régler les « petites histoires », administre avec « compréhension » conseils et consolations, reçoit confidences et repentirs, dispense les principes moraux inébranlables. Elle explique — surtout depuis mai — que la politique est une « sale affaire » que ça ne mène « à rien de bon » et qu'il vaut mieux ne pas s'en occuper et se dévouer avec courage aux pauvres malades, que « ça au moins, c'est faire œuvre utile ». Lorsque tout ce fatras ne suffit pas, elle change de masque, dresse les unes contre les autres, menace, utilise le chantage, expulse...

L'école d'E.I. est un des exemples les plus frappants qui permet de comprendre aisément comment le système capitaliste adapte l'enseignement et la formation aux rapports de production qui régissent la vie sociale. Il est frappant de constater à quel point la préparation des infirmières dans les écoles concorde avec le rôle qu'elles vont remplir dans le processus de production, à quel point le régime autoritaire des écoles correspond aux exigences du système : enfermer les infirmières dans un carcan analogue qui voilera la fonction sociale du travail qu'elles accomplissent.

Le rôle de l'idéologie dominante y est tout à fait considérable : non seulement, elle possède ses chants nauséux, les Soubiran et autres Slaughter, ses romans photos débiles, mais encore elle dispose d'une armée de larbins inconscients ou hypocrites — les escrocs du dévouement — les mandarins et les médecins qui rêvent de le devenir, les surveillants et les directrices, bref, tout le beau monde qui a tremblé en mai et plié l'échine sous l'orage. Ils veulent colmater aujourd'hui les fissures qui se sont faites alors dans les consciences qu'ils essayent de modeler avec tant de persévérance.

#### IV. — MAI

Déjà avant mai, quelques escarmouches avaient eu lieu. L'enseignement avait été en quelques endroits contesté et un livre blanc préparé dans certaines écoles. C'est la brusque irruption de la jeunesse dans la politique avec ses formes de luttes spécifiques qui va déclencher le processus de prise de conscience et de mobilisation des élèves infirmières. Celles-ci situées à la lisière de la jeunesse scolarisée et de la jeunesse ouvrière, les deux forces motrices du mouvement, vont rejoindre celui-ci le 13 mai et les jours suivants. C'est une des caractéristiques d'une crise sociale profonde de voir s'ébranler par couches successives au cours de son développement, même les éléments les moins conscients, les moins préparés, les moins mûrs et ce, d'abord sur des objectifs souvent confus ou inexprimés. Les élèves infirmières fourniront une illustration vivante de cette loi.

Dans ce milieu vierge de toute pénétration politique, isolé, atomisé, saturé d'idées reçues, refoulé dans une insatisfaction permanente et presque désespérée, l'explosion va être brutale. Les élèves défilent le 13 mai par solidarité souvent emmenées par des étudiants — externes des hôpitaux — qui se trouvaient sur les barricades 3 jours plus tôt. C'est par une tentative d'identification du milieu étudiant que va se traduire la volonté de changement : les E.I. rechercheront une jonction réelle avec les étudiants en médecine. Pour elles, c'est rompre l'isolement, c'est exprimer la compréhension désormais claire qu'elles ne reçoivent pas la formation qui leur est due. La grève commence à Lariboisière et s'étend rapidement à toutes les écoles — (elle durera à Lariboisière 60 jours : une des plus longues grèves de mai). Aux premières revendications — (statut étudiant - rattachement au CHU) — d'autres vont rapidement s'ajouter (auto discipline - véritables stages d'enseignements - abolition des contrats.) mais surtout, on discute politique pour la première fois. On se réunit enfin. Les locaux sont occupés. Des commissions sont créées pour étudier de nombreux problèmes, des comités d'action se forment : on élit des responsables et des déléguées. On coordonne les écoles. Pour la première fois aussi, on s'organise : les E.I. prennent conscience de leur force, elles recherchent des explications politiques, elles lisent des journaux et des textes qu'elles n'avaient jamais lus.

Bientôt c'est la notion même de leur exploitation qui est mise à nue : la bataille va s'engager sur les stages et les veilles que l'administration veut imposer. Malgré le reflux qui s'amorce dans tout le pays, les élèves ne reculeront pas devant la menace et le chantage. L'administration cédera : c'est une première victoire qui va rester vivace dans les mémoires. Surtout, à travers cette lutte, une avant-garde se

dégage et se regroupe : le virus est entré dans les écoles. Malgré la répression, il n'en ressortira pas. Pourtant, les formes d'organisation ne résisteront pas aux vacances. Les directrices ont fourbi leurs armes et préparé leur revanche. En septembre elles tentent de renforcer leur autorité sur les anciennes bases : mais les élèves ont retenu une leçon : la lutte paie. Et pour lutter il faut s'organiser, préparer la mobilisation de toutes les élèves, utiliser chaque brimade, chaque revendication pour mettre l'administration et la directrice au pied du mur, pour expliquer et faire comprendre, pour élever le niveau politique des élèves et en particulier des 1<sup>ères</sup> années qui n'étaient pas là en mai. Celles qui se sont trempées dans la lutte, celles qui ont mené une grève longue et dure sont prêtes à continuer le combat.

#### V. — AUJOURD'HUI

Aussi, celles-ci reprennent l'initiative. Les revendications sont innombrables. Elles réclament en particulier des stages réels de formation qui ne soient pas des stages d'exploitation : elles refusent d'être soit des filles de salles soit des infirmières au rabais selon les besoins du moment. De même, elles refusent que ces stages se tiennent à une vingtaine dans un couloir avec une monitrice : ils doivent se faire au lit du malade, en étroite collaboration avec le personnel médical et infirmier du service.

En outre, les élèves infirmières exigent désormais d'être traitées en adultes. Cela signifie l'abolition de la discipline répressive, la modification du règlement, la fin des brimades vestimentaires et des pointages répétitifs, l'instauration de l'auto discipline à tous les niveaux. Surtout, les élèves infirmières réclament l'abolition immédiate des contrats qui permettent à l'Assistance Publique de s'attacher pendant des années une main-d'œuvre malléable, de lui imposer des veilles et des horaires arbitraires, de planifier la sélection aux examens en fonction des besoins en personnels.

Oui, toutes celles qui veulent préserver les acquis de mai, celles qui refusent que le printemps 68 s'enlise dans les mémoires comme un souvenir vieillissant, ont créé dans plusieurs écoles (Lariboisière, Bichat, Franco-musulman) et créeront bientôt ailleurs les groupes d'Action des Elèves Infirmières (GAEI).

Ceux-ci reflètent aujourd'hui à la fois le niveau de conscience des élèves et la forme organisationnelle qui y répond. Les G.A.E.I. tendent à regrouper dans chaque école, non seulement sur des revendications minima, mais aussi sur des formes de lutte précises, les élèves qui refusent désormais de laisser l'administration les écraser de nouveau. Ne doutons pas que bientôt, elles fassent parler d'elles.

#### ELEVES INFIRMIERES,

**Pour de véritables stages de formation  
Pour imposer l'autodiscipline dans les écoles  
Pour l'abolition immédiate des contrats.**

**REJOIGNEZ, CREEZ, COORDONNEZ LES  
G A E I**

# à Londres

## 100000 manifestants



Photos Ashley/Snark International.

TARIK ALI



Depuis un mois et demi, la presse britannique annonçait la grande émeute. Après le 10 mai, à Paris, l'odieux « complot international des étudiants » avait choisi Londres, le 27 octobre, pour ériger ses barricades. Le jour même, le « News of the world » apportait sur trois pages les révélations suivantes à la population effarée :

« La révolution d'octobre menaçante, qui commence avec la manifestation centrale contre la guerre au Vietnam, aujourd'hui à Londres, n'est pas un simple mythe ou un rêve de fumée, conçu par la conspiration d'étudiants insoumis, ennuyeux mais innocents. C'est le FAIT très minutieusement coordonné d'éléments extrémistes endoctrinés. Les marches, les sit-ins et les grèves qui ont empoisonné les collèges et les universités le trimestre dernier et qui redoublent à présent d'intensité, ne sont pas une plaisanterie, même si beaucoup d'étudiants les traitent comme tels. Ils font partis d'une conspiration internationale pour détruire et semer le trouble en Angleterre, en Amérique et chez les autres alliés de l'Ouest. Planifiés dans leurs moindres détails en tant que partie du grand « Mouvement Révolutionnaire Mondial » par de grandes organisations professionnelles. »

« Du quartier général trotskyste, Pierre Frank, Alain Krivine et leur lieutenant Geismar « tirent » les ficelles mettant en action la violence étudiante du monde entier...! »

### LA GENESE

L'initiateur de la manifestation est le VIETNAM SOLIDARITY CAMPAIGN (V.S.C.), fondé en août 1966 par des militants de l'INTERNATIONAL MARXIST GROUP (I.M.G.), affilié à la Quatrième Internationale. Par son travail militant, ce groupe « a créé le seul mouvement qui, depuis la guerre, ait réussi à réunir les éléments séparés de l'extrême gauche », (« l'Observer » - 27-X-68).

Le V.S.C. est aujourd'hui en Angleterre l'organisation de pointe de la lutte contre la guerre du Vietnam. Il a impulsé une série d'actions unitaires culminante en août 1967 avec la création d'un comité préparatoire à

la manifestation nationale du 27 octobre. Ce « HAD HOC COMMITTEE » regroupait la quasi totalité des organisations d'extrême gauche : outre le V.S.C., des maoïstes, anarchistes, spontanéistes et autres.

Notamment d'une part : le Revolutionary Socialist Student Federation (R.S.S.F.), créé sous l'impact du Mai français, qui a organisé en grande partie l'occupation du London School of Economics (L.S.E.), première occupation politique de locaux universitaires en Angleterre ;

Le Parti communiste anglais participait, d'autre part, au « Ad Hoc Committee », après.

### LA MANIFESTATION

Cent mille manifestants, venus des principales villes de Grande-Bretagne, ont fait, du 27 octobre, la plus importante manifestation politique que ce pays ait connue depuis la guerre. Fait significatif, dans un pays où prédominait depuis longtemps le pacifisme petit-bourgeois, les cent mille manifestants étaient venus exiger non pas la « Paix au Vietnam » mais la « défaite de l'agresseur U.S. », la « victoire du F.N.L. et de la révolution vietnamienne », « la fin de la complicité du parti travailliste dans la guerre ». La rupture avec le traditionnel pacifisme d'une certaine gauche anglaise ne s'est pas simplement opérée au niveau des mots d'ordre. La précédente manifestation centrale contre la guerre, à Trafalgar Square, au printemps dernier, avait été le théâtre d'affrontements extrêmement violents entre policiers et manifestants prenant d'assaut l'ambassade américaine. L'irruption des nouvelles méthodes de lutte, importées du continent, avait traumatisé la « bonne société » britannique. Aussi, c'est avec angoisse qu'elle attendait le nouveau coup porté par l'internationale occulte de la subversion. Une

intense campagne de presse, relevant le plus souvent du délire, visait à instaurer un climat de psychose dans la population. Mais les organisateurs de la manifestation ne concevaient pas l'action politique sur le mode répétitif. A Trafalgar Square, il avait démontré le dynamisme et la détermination de leur mouvement, en envoyant plusieurs centaines de « bobbies » à l'hôpital. Le 27 octobre, ils avaient décidé de contrer la campagne d'intoxication que la bourgeoisie menait dans la population, en réalisant une puissante et « pacifique » démonstration de force. Un des courants maoïste n'était pas d'accord avec cette tactique. Il est parvenu à entraîner deux mille manifestants vers l'ambassade U.S. Mais la masse du cortège, répondant aux consignes, a gagné Hyde-Park où se tint le meeting. Un représentant de « Rouge » y apportait le salut des militants révolutionnaires français.

Les militants français doivent suivre avec attention le développement de la situation politique en Grande-Bretagne. A bien des égards, il s'y développe une situation analogue à la situation en France avant mai :

Situation économique tendue ; mécontentement très profond dans la classe ouvrière ; constitution de nouvelles avant-gardes révolutionnaires capables d'animer un puissant mouvement de masse. Certes, l'histoire ne se répète pas. Mais... sait-on jamais ? De toute façon, on peut s'attendre au développement intense des luttes de classes en Angleterre. « Rouge » publiera prochainement une interview de Tarik-Ali, militant de l'I.M.G. et leader du mouvement.

CORRESPONDANT.

A l'appel des C.A. de facultés, des C.A.L., de l'U.N.E.F. et du S.N.E. Sup.

le 22 novembre  
MOBILISATION  
POUR LA VICTOIRE  
DU PEUPLE VIETNAMIEU  
soutenue par les C.A.